

Rapport annuel du CIR

2017

Le commerce inclusif
pour le développement
durable dans les pays les
plus pauvres du monde



Le commerce pour le développement des PMA

Rapport annuel du CIR

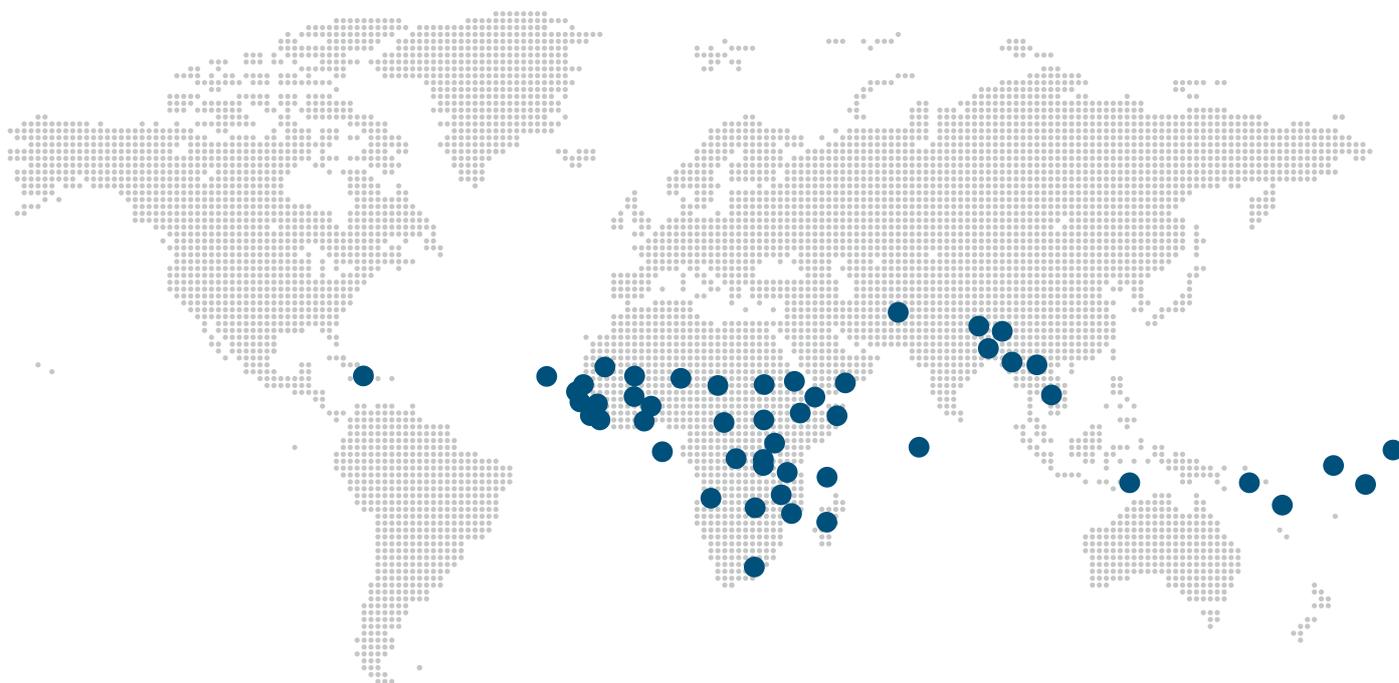
2017

Le commerce inclusif
pour le développement
durable dans les pays les
plus pauvres du monde



Le commerce pour le développement des PMA

Zones d'intervention



Afrique

Angola
Bénin
Burkina Faso
Burundi
Cabo Verde
Comores
Djibouti
Érythrée
Éthiopie
Guinée
Guinée équatoriale
Guinée-Bissau
La Gambie
Lesotho
Libéria
Madagascar
Malawi
Mali
Mauritanie

Mozambique
Niger
Ouganda
République centrafricaine
République démocratique du Congo
Rwanda
Sao Tomé-et-Principe
Sénégal
Sierra Leone
Somalie
Soudan
Soudan du Sud
Tanzanie
Tchad
Togo
Zambie

Amériques

Haïti

Asie

Afghanistan
Bangladesh
Bhoutan
Cambodge
Maldives
Myanmar
Népal
RDP lao
Timor-Leste

Moyen-Orient

Yémen

Pacifique

Îles Salomon
Kiribati
Samoa
Tuvalu
Vanuatu

Le programme du CIR est soutenu par



Allemagne



Arabie saoudite



Australie



Belgique



Canada



Danemark



Espagne



Estonie



États-Unis d'Amérique



Finlande



France



Hongrie



Irlande



Islande



Japon



Luxembourg



Norvège



Pays-Bas



République de Corée



Royaume-Uni



Suède



Suisse



Turquie



Union européenne

Acronymes

ANMO	Arrangements nationaux de mise en œuvre	MIE	Principale entité de mise en œuvre
CCI	Conseiller commercial international	MPME	Micro, petites et moyennes entreprises
CIR	Cadre intégré renforcé	ODD	Objectifs de développement durable
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	OMC	Organisation mondiale du commerce
COPEFL	Coopérative des producteurs et exportateurs de fruits et légumes (Togo)	OMT	Organisation mondiale du tourisme
DSRP	Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté	ONUUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
ECDPM	Centre européen de gestion de politiques de développement	PDDAA	Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine
EDIC	Étude diagnostique sur l'intégration du commerce	PMA	Pays les moins avancés
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	PND	Plan national de développement
FASCIR	Fonds d'affectation spéciale pour le CIR	PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
GFAS	Gestionnaire du Fonds d'affectation spéciale pour le CIR	SE	Secrétariat exécutif du CIR
<i>Icipe</i>	Centre international sur la physiologie et l'écologie des insectes	SPS	Sanitaire et phytosanitaire
IED	Investissement étranger direct	TIC	Technologies de l'information et des communications
ITC	Centre du commerce international	UE	Union européenne
ITFC	Société islamique internationale de financement du commerce	UNMO	Unité nationale de mise en œuvre du CIR
		UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets

Table des matières

<i>Acronymes</i>	<i>Avant-propos</i>	<i>Comment le CIR donne aux PMA les moyens de réaliser les ODD</i>
4	6	11
<i>Commerce, compétitivité et investissement</i>	<i>Durabilité, mobilisation des ressources et quatrième révolution industrielle: la nouvelle orientation</i>	<i>Responsabilité et transparence</i>
27	37	45
<i>Annexes</i>		
61		

Avant-propos

Ce rapport présente les résultats obtenus en 2017 par le Cadre intégré renforcé (CIR) en vue de réaliser les Objectifs de développement durable (ODD) en aidant les pays les plus pauvres à faire du commerce un vecteur d'accroissement des revenus et de lutte contre la pauvreté.

L'approche du CIR vise essentiellement à aider les pays à se doter d'un programme commercial propice à une croissance durable au profit des populations pauvres et à accroître leur présence sur les marchés internationaux. Cette approche se concrétise de différentes façons, notamment l'Étude diagnostique sur l'intégration du commerce (EDIC), qui permet aux pays d'identifier les principales contraintes et priorités; les projets de renforcement des capacités institutionnelles, grâce auxquels les ministères du commerce et les autres ministères concernés peuvent acquérir les compétences nécessaires à la mise en œuvre d'un programme commercial; et les projets de soutien aux secteurs de production, qui assurent aux MPME la formation et les équipements dont elles ont besoin pour accroître leur production et pénétrer de nouveaux marchés. En 2017, grâce au soutien du CIR, les pays les moins avancés (PMA) ont pénétré 20 nouveaux marchés. Par exemple, le Togo a exporté pour la première fois du soja vers les Pays-Bas et le Viet Nam; la Guinée, des mangues vers la Belgique et la France, et le Niger, des cuirs et des peaux vers la France et l'Italie.

L'émancipation économique des femmes demeure au cœur des activités du CIR. En 2017, 30% des bénéficiaires du CIR étaient des femmes, ce qui représente une forte augmentation par rapport à 2016 (20%).

L'an dernier, nous avons apporté un nouvel éclairage aux travaux d'analyse en partenariat avec la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), avec les études rapides sur le niveau de préparation au commerce électronique, qui peuvent indiquer aux pays comment ils peuvent participer davantage au commerce électronique. Ces études donnent lieu à des recommandations spécifiques, notamment l'adoption de réformes, l'introduction de technologies de l'information et des communications



(TIC) et l'amélioration de la logistique commerciale. Ces études proposent également aux gouvernements des PMA, au secteur privé et aux donateurs des mécanismes en rapport avec les priorités identifiées.

S'agissant du financement, plusieurs annonces importantes ont été faites l'an dernier. En juillet, dans le cadre de l'Examen global de l'Aide pour le commerce, S.E. M. Neven Mimica, Commissaire à la coopération internationale et au développement de l'Union européenne, a annoncé une contribution de 10 millions d'euros (approximativement 11,8 millions de dollars EU) au CIR, portant ainsi la contribution financière totale de l'UE au CIR à quelque 24 millions de dollars EU. En décembre 2017, M. Greg Hands, député et Ministre d'État chargé de la politique commerciale du Royaume-Uni, a annoncé une contribution de 16,25 millions de livres sterling (environ 21,3 millions de dollars EU) au CIR lors de la onzième Conférence ministérielle de l'OMC. Le Royaume-Uni participe au financement des activités du CIR depuis 2008 et compte parmi les donateurs dont la contribution totale au Fonds d'affectation spéciale pour le CIR (FASCIR) a été la plus importante. L'Estonie a également versé 50 184 dollars EU au FASCIR pour la phase deux, et l'Allemagne a porté son engagement à 4 496 113 dollars EU.

Le CIR est conscient de la responsabilité qui lui incombe vis-à-vis des bénéficiaires et des donateurs d'optimiser les ressources dont il dispose dans le cadre de ses activités. Faisant fond sur l'expertise du partenariat, le CIR a réalisé des examens de ses procédures et pratiques en vue de les améliorer. Il s'emploie actuellement à écourter le délai de rétroaction et à prendre des actions préventives efficaces plus tôt dans le cycle de chaque

programme et projet. Un cadre d'optimisation des ressources a été élaboré, et une matrice des actions nécessaires à sa mise en œuvre sera présentée en 2018; les progrès accomplis seront communiqués à l'ensemble du partenariat.

Le programme cherche constamment à créer de nouveaux partenariats en vue d'obtenir des résultats durables dans les PMA. En 2017, la Société islamique internationale de financement du commerce (ITFC) et le CIR ont conclu un accord de coopération visant les PMA membres de l'ITFC. De plus, le CIR s'est associé au Centre européen de gestion de politiques de développement (ECDPM) et à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) pour amorcer un projet pilote visant à mieux relier les processus du Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA) et du CIR et à renforcer les liens intersectoriels dans quatre pays (Mozambique, Rwanda, Tanzanie et Zambie). Le CIR a également eu des discussions sur un renforcement de la coopération avec le Secrétariat du Forum des îles du Pacifique et le Secrétariat du Commonwealth.

Vers la fin de 2017, nous avons entamé l'élaboration de notre nouvelle plate-forme consacrée au commerce au service du développement, *Nouvelles du commerce au service du développement*. Cette plate-forme, dans sa version en ligne ou imprimée trimestrielle, permettra au CIR de mieux diffuser les récits décrivant l'incidence de ses projets, tout en servant pour la communauté de l'Aide pour le commerce, y compris les partenaires du CIR, de lieu d'échanges et de discussions sur les réussites observées dans les PMA.

Nous continuerons de mettre l'accent sur la nécessité d'assurer la durabilité des résultats, un élément fondamental de la phase deux du CIR. La réalisation de cet objectif passe entre autres par l'intégration des équipes principales du CIR, les unités nationales de mise en œuvre du CIR (UNMO), dans les structures gouvernementales. Cette étape a déjà été franchie dans 15 pays, ce qui permettra d'assurer la continuité lorsque le CIR mettra fin à son soutien.

La mobilisation demeure prioritaire, et le partenariat dans son ensemble s'efforce de trouver de nouvelles sources de financement nouvelles et novatrices. Au cours de la dernière décennie, le CIR a investi plus de 220 millions de dollars EU dans les initiatives commerciales au service du développement et a ainsi réussi à mobiliser environ 160 millions de dollars EU en financement additionnel.

L'élaboration du Plan stratégique du CIR (2019-2022) a débuté en 2017, et le Plan sera lancé en 2018. Le Plan redynamisera l'énoncé de la vision, de la mission et des principes du partenariat et proposera des objectifs importants et des priorités stratégiques pour les quatre prochaines années.

Je remercie tous les membres du partenariat dont les PMA, les donateurs du CIR et les organisations internationales du CIR, pour l'ensemble de leur contribution à la réalisation de notre objectif commun en 2017. Je suis convaincu que nos activités visant à promouvoir un commerce inclusif et à faciliter l'intégration des PMA dans le système commercial mondial seront encore plus fructueuses en 2018 et contribueront ainsi à la réalisation de leurs objectifs de développement durable.

Je remercie également M. Roberto Azevêdo, Directeur général de l'OMC; S.E. M. Daniel Blockert, Président du Comité directeur du CIR; S.E. M. Eloi Laourou, Président du Conseil du CIR; et tous les membres du Conseil du CIR, pour leur inestimables avis, soutien et coopération.

Enfin et surtout, je remercie mes collègues du Secrétariat exécutif du CIR (SE) et le Gestionnaire du Fonds d'affectation spéciale pour le CIR (GFAS) pour leur travail acharné, leur engagement et leur dévouement.



Ratnakar Adhikari
Directeur exécutif
Secrétariat exécutif du CIR à l'OMC

Principaux résultats de

37

Pays du CIR qui ont intégré le commerce dans leur plan national de développement (PND)



Deux pays sont venus grossir les rangs des pays du CIR qui ont intégré le commerce dans leur document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP)/ plan national de développement (PND), portant ainsi le total à **37**.

29

Politiques commerciales de qualité



En 2017, 8 pays ont élaboré des politiques commerciales de qualité avec le soutien du CIR, ce qui porte le nombre total à **29**. Ces politiques commerciales identifient les avantages compétitifs et les marchés cibles dans une optique favorable aux pauvres et à l'égalité des sexes.

30%

Pourcentage de femmes bénéficiaires

L'autonomisation économique des femmes est au cœur des activités du CIR. En 2017, environ **30%** des bénéficiaires des projets étaient des femmes.



290

Soutien aux MPME



Pendant la seule année 2017, **290** MPME ont bénéficié d'un soutien dans le cadre de projets financés par le CIR, qui leur ont permis d'accroître la production et les recettes et de créer des emplois.

2017

20

Pénétration de nouveaux marchés



Le CIR aide les pays non seulement à augmenter la production, mais également à pénétrer de nouveaux marchés. En 2017, des pays ont fait leur entrée sur **20** marchés.



34

EDIC

34 pays ont réalisé une Étude diagnostique sur l'intégration du commerce (EDIC) avec le soutien du CIR; en 2017, pour cinq d'entre eux, il s'agissait d'une première étude. Le processus de l'EDIC permet aux pays d'analyser leur secteur commercial par activité.

1200

Nombre de personnes formées

En 2017, **1200** personnes par pays, en moyenne, ont suivi diverses formations liées au commerce (25% de femmes) en vue de tirer parti des possibilités offertes par le commerce.



270

Nombre de représentants du secteur privé formés par pays



En moyenne, **270** représentants du secteur privé par pays ont reçu une formation dans des domaines liés au commerce en 2017, notamment les suivants: facilitation des échanges, chaînes de valeur, mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS), normes et qualité, développement des MPME et fiscalité.



A close-up photograph of green foliage, including large leaves and a butterfly wing, is positioned on the left side of the page. The butterfly wing, visible in the bottom left corner, features a pattern of brown and orange spots. The background of the right side of the page is a solid dark blue color.

Comment le CIR donne aux PMA les moyens de réaliser les ODD

Les Objectifs de développement durable (ODD) forment un ensemble de 17 objectifs axés sur l'élimination de la pauvreté, la protection de la planète et la prospérité de tous. La phase deux du CIR a été élaborée dans l'optique de ces objectifs, et pour la communauté internationale, les projets du CIR constituent un moyen important de contribuer à la réalisation des ODD. Le cadre de résultats du CIR coïncide dans une large mesure avec nombre de cibles et d'indicateurs associés aux ODD, et le CIR s'est engagé à faire rapport chaque année sur l'avancement de la réalisation des ODD.

1 PAS DE PAUVRETÉ



ODD 1

ÉLIMINER LA PAUVRETÉ SOUS TOUTES SES FORMES ET PARTOUT DANS LE MONDE



Le commerce est un moteur important de la création d'emplois et de la lutte contre la pauvreté. Dans le cadre de l'objectif global de l'élimination de la pauvreté et de la réalisation de l'ODD 1, le CIR aide les PMA à adopter des programmes commerciaux favorables aux pauvres et à l'égalité des sexes.

Le PND figure parmi les principaux instruments utilisés par les pays du CIR dans la lutte contre la pauvreté. Le CIR s'emploie à intégrer le commerce dans ce plan afin que les possibilités offertes par le commerce pour faire reculer la pauvreté soient bien exploitées; en 2017, 37 pays avaient intégré le commerce dans leur PND. Faisant fond sur le PND, le CIR aide les pays à intégrer le commerce dans des stratégies sectorielles les plus diverses, portant entre autres sur l'agriculture, la pêche, l'industrie et le tourisme. En 2017, 34 pays du CIR avaient intégré le commerce dans au moins 3 stratégies sectorielles. Vingt-neuf pays ont également élaboré, avec le soutien du CIR, des politiques commerciales de qualité qui identifient les avantages compétitifs, les besoins en matière d'amélioration de la productivité et de la qualité ainsi que les principaux marchés cibles dans une optique favorable aux pauvres et non sexiste. Le CIR contribue à garantir une participation efficace des parties prenantes au processus d'élaboration des politiques commerciales.

La réalisation de l'ODD 1 requiert également une importante mobilisation des ressources, en particulier dans les PMA, afin de permettre aux pays de mettre en œuvre les programmes et les politiques nécessaires à la réduction de la pauvreté. Le CIR apporte sa contribution à cette fin. De plus, les partenaires du CIR ont entrepris 93 actions, par exemple l'organisation de rencontres avec les donateurs pour leur communiquer la matrice des actions de l'EDIC et l'élaboration de programmes à moyen terme, pour obtenir du financement ou une expertise. En 2017, 14 projets avaient pu être cofinancés grâce à ces efforts.

Bénin: les MPME dirigées par des femmes sont florissantes



Le CIR travaille avec les MPME pour les aider à accroître leur productivité et leur capacité d'exportation étant donné que ces entreprises connaissent une croissance plus rapide et offrent les emplois bien rémunérés dont les pays ont besoin pour faire reculer la pauvreté.



Mme Memounatou Z. Kora est à la tête de Zikora, une usine de traitement de noix de karité du nord du Bénin. L'entreprise est spécialisée dans la transformation des noix de karité en beurre de karité et d'autres produits comme des savons et des pommades. Outre Mme Kora, Zikora emploie 4 salariés à temps plein (dont 3 femmes) et fait occasionnellement appel à 50 autres femmes. Le CIR a mis à sa disposition des équipements et lui a apporté une aide aux fins de la promotion de ses produits dans des foires commerciales.

Le personnel a également bénéficié d'une formation portant sur diverses questions telles que la traçabilité du produit, et la commercialisation et le financement des exportations. En 2017, l'entreprise a traité 7,25 tonnes de noix de karité, contre 5,75 tonnes en 2016. Ses produits sont vendus sur le marché régional d'Afrique de l'Ouest et exportés vers la France, l'Espagne et les États-Unis d'Amérique.



ODD 2

ÉLIMINER LA FAIM, ASSURER LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE, AMÉLIORER LA NUTRITION ET PROMOUVOIR L'AGRICULTURE DURABLE



Bien que l'agriculture soit l'épine dorsale de l'économie de nombreux PMA, la politique agricole et les stratégies liées au commerce sont trop souvent considérées comme deux processus distincts. La faiblesse des liens entre les processus d'élaboration de la politique commerciale et de la politique agricole peut donner lieu à des stratégies incomplètes et à des vues divergentes quant aux priorités nationales en matière de développement du commerce des produits agricoles.

Afin de mobiliser la puissance du commerce au profit du secteur agricole dans les PMA, le CIR contribue à améliorer les liens intersectoriels et à renforcer la cohérence des politiques, stratégies et plans d'investissement dans le domaine de l'agriculture et du commerce. À l'invitation de la FAO, le CIR a collaboré avec cette organisation en vue d'intégrer le commerce dans les politiques agricoles (et vice versa). Cela fait suite à une initiative stratégique de la FAO visant à utiliser de plus en plus ses cadres de programmation nationaux afin d'intégrer le commerce dans les processus nationaux de planification agricole et de fournir aux pays une assistance technique pertinente de manière que les stratégies, politiques et accords appuient davantage les objectifs de développement agricole et de sécurité alimentaire.

Le CIR aide également les PMA à accroître la productivité agricole tant pour la satisfaction des besoins des consommateurs nationaux que pour l'exportation. Environ 60% de l'aide au renforcement des capacités de production fournie par le CIR est destinée aux projets d'agriculture durable et agro-industriels, y compris la pêche et l'élevage.

Pour aider les pays à assurer leur sécurité alimentaire, le CIR s'emploie entre autres à promouvoir l'adoption de technologies plus efficaces qui permettent d'augmenter la production. À l'heure actuelle, les PMA se voient privés de nombreux avantages des nouvelles technologies, tout particulièrement dans le secteur agricole. En 2017, 22 nouvelles technologies, dont bon nombre sont utilisées dans l'agriculture, avaient été adoptées grâce au soutien du CIR.

Comme celles des autres pays, les exportations des PMA sont visées par des mesures non tarifaires sur leurs marchés de destination. Les mesures SPS sont particulièrement importantes dans le secteur agricole et font augmenter le coût du commerce pour les PMA, l'application de la plupart d'entre elles étant entravée par un manque de connaissances techniques, l'obsolescence des installations de production et la mauvaise qualité des infrastructures. Le CIR aide les PMA à se conformer aux normes, en particulier les mesures SPS, en élaborant les politiques et les cadres institutionnels nécessaires et en soutenant diverses initiatives et activités de formation axées sur les normes. En 2017, 75 producteurs et associations ont bénéficié d'une formation sur les pratiques relatives aux chaînes de valeur, et les connaissances ainsi acquises ont permis aux travailleurs agricoles d'adopter des pratiques durables et de se conformer aux normes SPS.

Togo: augmentation de la production de soja et accès à de nouveaux marchés pour les MPME



Au Togo, un projet soutenu par le CIR renforce les compétences des producteurs de soja et les met en contact avec de nouveaux acheteurs étrangers. La production de soja est une composante importante du secteur agricole togolais. De



plus, en raison de sa grande valeur nutritive, ce produit contribue de manière appréciable à la sécurité alimentaire. En 2017, le projet a facilité l'exportation de 21 066 tonnes de soja (contre 16 620 tonnes en 2016), et de 492 tonnes de produits à base de soja (contre 432 tonnes en 2016). Deux pays, le Viet Nam et les Pays-Bas, se sont ajoutés aux marchés de destination en 2017.

Parmi les groupes bénéficiant du soutien du CIR, mentionnons Scoops Edef Agro-Horeb, une coopérative de la région de Kara. Composée de neuf femmes, la coopérative est spécialisée dans la production et la transformation du soja. Sa gamme de produits est constituée de cosmétiques (shampoings et savons) et de produits alimentaires (lait de soja en poudre, thé de soja, biscuits et farine enrichie). En 2017, la coopérative a participé à la Foire nationale du soja de Dapaong et à la Foire internationale de Lomé, où elle a réalisé des ventes de 677 800 francs CFA (approximativement 1 200 dollars EU). Les recettes de la coopérative ont totalisé 32 millions de francs CFA (environ 57 000 dollars EU) en 2017, soit près du double des ventes de 2015 (17 millions de francs CFA ou quelque 30 000 dollars EU). Ces recettes ont permis aux femmes d'être financièrement autonomes, d'augmenter la production, d'épargner et de scolariser leurs enfants.

Le projet apporte également son soutien à Bio Natura Prod, une entreprise de production et de commercialisation de produits agricoles biologiques établie dans la région maritime du Togo. Grâce au soutien du projet, cette jeune entreprise a pu participer pour la première fois à BIOFACH, la plus grande foire commerciale de produits alimentaires biologiques du monde, à Nuremberg (Allemagne). Quatre autres entreprises togolaises ont participé à la foire, une présence qui a débouché sur la signature d'un contrat avec une société néerlandaise.

Au total, Bio Natura Prod a exporté 754 tonnes de soja biologique en 2017, et ses recettes ont totalisé 225 millions de francs CFA (approximativement 400 000 dollars EU). Sur ce montant, 150,8 millions de francs CFA (environ 267 000 dollars EU) ont été versés directement à 1 270 petits producteurs de soja biologique.



ODD 5

PARVENIR À L'ÉGALITÉ DES SEXES ET RESPONSABILISER TOUTES LES FEMMES ET LES FILLES

**En 2017, environ
30% des
bénéficiaires des
projets du CIR
étaient des femmes.
Cela représente
une augmentation
marquée par rapport
à 2016 (20%).
Le CIR poursuivra
ses efforts afin
d'accroître ce
pourcentage.**



Dans le cadre de la mission du CIR, il est capital d'agir sur les contraintes qui s'exercent tout particulièrement sur les femmes et d'augmenter les possibilités commerciales qui s'offrent à elles. En donnant aux femmes entrepreneurs les moyens d'exporter leurs produits, le CIR renforce les communautés et jette les bases d'une croissance équitable, inclusive et durable. Nombre de secteurs, entre autres l'agriculture et le tourisme, affichent un taux élevé de participation féminine. Dans ces secteurs, il est essentiel que les femmes bénéficient des mêmes conditions que les hommes.

Le CIR œuvre pour que les programmes, législations et politiques relatifs au commerce soient conçus et mis en œuvre selon une perspective d'égalité des sexes, et les questions connexes sont analysées dans chaque EDIC afin d'obtenir des résultats plus équitables et avantageux pour tous. En 2017, 40 activités de sensibilisation à ces questions ont eu lieu, abordant des sujets tels que l'égalité des sexes, l'autonomisation économique des femmes et l'égalité d'accès aux ressources des projets.

La plupart des projets du CIR comportent diverses activités de formation liées au commerce, et les projets sont conçus de manière à garantir une forte participation des femmes et favoriser leur participation au programme commercial national. Par exemple, 35% des 270 (moyenne par pays) représentants du secteur privé et 23% des 484 fonctionnaires qui ont été formés en 2017 étaient des femmes.

Au Lesotho, un projet financé par le CIR a mis des serres à la disposition de 115 agriculteurs (33% de femmes) en vue de renforcer la capacité des petits exploitants de recourir à la technologie de la culture en serre pour produire et commercialiser des fruits et légumes frais de qualité supérieure destinés aux marchés national et étrangers, tout en améliorant sans cesse leur compétitivité. Une des bénéficiaires, Mme Trish Kabi, propriétaire d'Alosang Enterprise, a ainsi pu assurer l'essor de son entreprise, portant son effectif à 30 employés permanents et 20 salariés à temps partiel, contre 4 employés permanents en 2013. Alosang vend sa production, des tomates et des poivrons, à des chaînes de supermarchés du pays, ainsi qu'à des hôtels et des restaurants.

Sénégal: valoriser le potentiel du secteur de la mangue



Le CIR a constaté le potentiel inexploité du secteur de la mangue au Sénégal, qui produisait 150 000 tonnes de mangues par année, mais n'avait pas les certifications nécessaires pour exporter sur les marchés internationaux. C'est pourquoi un projet a été lancé en 2015 afin d'assurer aux agriculteurs une formation technique visant à améliorer leurs pratiques et renforcer leur capacité de respecter les normes en vigueur sur les marchés internationaux.

Les femmes représentent 45% des acteurs du secteur sénégalais de la mangue. Ainsi, le projet a été mis en œuvre suivant une approche inclusive, qui met l'accent sur la participation des femmes à chaque étape de la chaîne de valeur: de la culture à l'exportation, en passant par la récolte.

Au total, 1 211 producteurs, entreprises, cueilleurs et transporteurs ont reçu une formation sur les méthodes de récolte, les normes de qualité et les techniques de lutte contre les ravageurs de la mangue. Des jeunes ont également été organisés en six associations qui leur ont permis de participer plus activement aux programmes de formation.

Mme Aminata Dominique Diouf, PDG du domaine agricole de Nema, compte parmi les bénéficiaires du projet. Fort d'un effectif de 35 salariés à temps plein (150 lorsque l'on inclut les travailleurs saisonniers à temps partiel), de ses 20 000 manguiers et de ses partenaires dans 5 pays, le domaine est devenu l'une des plus grandes exploitations agricoles du Sénégal, et se distingue par la présence d'une femme à sa tête.

En mettant en pratique ce qu'elle avait appris sur la lutte contre les ravageurs et en faisant une utilisation intensive de l'irrigation et des équipements modernes, Mme Diouf a pu approvisionner le marché local en mangues fraîches certifiées avant l'ouverture officielle de la saison, ce qui a donné à son entreprise une longueur d'avance sur les autres producteurs.

En outre, Mme Diouf a réussi à obtenir une certification internationale auprès de Tesco Nurture et de GLOBAL G.A.P., et a eu l'occasion de participer à des négociations commerciales au Maroc. Les rencontres avec des importateurs, des gestionnaires de ports et des responsables publics ont été extrêmement précieuses pour assurer l'avenir de son entreprise sur ce nouveau marché.

Le parcours de Mme Diouf reflète la réussite du Sénégal dans le renforcement des chaînes d'approvisionnement en mangues. En plaçant son entreprise au centre de cette chaîne de valeur en développement, Mme Diouf a pu avoir une incidence positive sur la société au sens large, entre autres en embauchant des jeunes, en offrant des logements sur place aux familles des travailleurs et en aménageant un centre de santé pour les habitants des villages voisins.

Enfin, la participation de Mme Diouf au projet lui a permis de gagner la confiance des institutions financières et d'obtenir des prêts. Elle a ainsi pu ouvrir sa première usine de transformation de produits alimentaires. Cette expansion est particulièrement importante du fait que les femmes représentent 83% de la main-d'œuvre affectée à la transformation de la mangue au Sénégal. Grâce à ses installations de transformation, l'entreprise exportera divers produits, notamment des mangues séchées, du jus de mangue, du vinaigre, de la confiture, du chutney, du sirop, de la compote et des aliments pour bébés.



ODD 8

PROMOUVOIR UNE CROISSANCE ÉCONOMIQUE INCLUSIVE ET DURABLE, L'EMPLOI ET UN TRAVAIL DÉCENT POUR TOUS



Une croissance économique durable dont tout le monde profite passe par l'accroissement de la productivité et des emplois stables bien rémunérés. Le CIR aide les PMA à renforcer leurs secteurs axés sur l'exportation et leur capacité de faire du commerce et de créer des emplois. Il s'est engagé en faveur, non seulement de la création d'emplois, mais également de la répartition équitable des nouveaux emplois entre les différentes catégories de travailleurs, y compris les femmes et les jeunes qui, dans le monde entier, sont touchés de manière disproportionnée par le chômage.

Le tourisme est l'un des principaux secteurs de croissance dans les PMA, et le CIR met en œuvre plusieurs projets de tourisme durable qui permettent de créer des emplois, par exemple la remise en état du front de mer du Vanuatu qui avait été endommagé par la tempête.

La contribution spécifique du CIR à la réalisation de l'ODD 8 est consacrée par la cible 8.a, qui consiste pour les pays à «accroître l'appui apporté dans le cadre de l'Initiative Aide pour le commerce aux pays en développement, en particulier aux pays les moins avancés, y compris par l'intermédiaire du CIR».

Vanuatu: promouvoir le développement du tourisme durable et la création d'emplois pour les femmes



Au cours de la dernière décennie, le Vanuatu est devenu une destination touristique toujours plus prisée, le nombre de visiteurs internationaux étant en hausse de 42% et le secteur du tourisme employant 55% de la population active totale.

En mars 2015, le cyclone Pam a dévasté le Vanuatu et son économie tributaire du tourisme, endommageant ou détruisant 90% des bâtiments sur l'île principale, y compris l'infrastructure commerciale et les ports.

La remise en état du front de mer endommagé par la tempête était prioritaire pour le gouvernement du Vanuatu, tout comme pour Rosalie Vatu et les autres «market mamas», qui vendent divers articles d'artisanat tels que des t-shirts, des paniers, des sculptures et des robes colorées.

En septembre 2017, avec l'aide du gouvernement de la Nouvelle-Zélande et en partenariat avec le CIR, le Vanuatu a achevé le projet de réaménagement du front de mer et inauguré cette nouvelle aire attrayante pour les habitants et les visiteurs.

Le marché artisanal des «market mamas» a été reconstruit et raccordé à l'électricité et à Internet. Ainsi, les femmes sont revenues au centre-ville pour vendre leurs créations originales, par exemple des sacs et des paniers tressés provenant des îles extérieures. Ce faisant, elles consolident les liens entre les touristes et les produits et les services du Vanuatu, en plus de créer des emplois pour les artisans locaux.

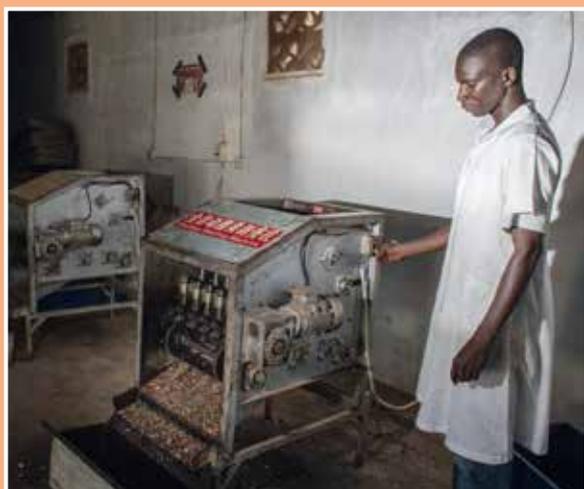
Avec l'augmentation prévue de 36% du nombre de touristes et le retour des «market mamas» qui se tournent vers les artisans locaux, une chaîne d'approvisionnement prend forme, établissant un lien entre les nombreux artisans du pays et les acheteurs intéressés sur le nouveau front de mer, ce qui promet d'améliorer les conditions d'existence des gens bien au-delà des kiosques du bord de mer.





ODD 9

BÂTIR UNE INFRASTRUCTURE RÉSILIENTE, PROMOUVOIR UNE INDUSTRIALISATION DURABLE ET ENCOURAGER L'INNOVATION



Le processus de l'EDIC permet aux pays du CIR d'utiliser une approche sectorielle pour identifier les principaux obstacles et besoins en matière d'infrastructure et d'industrialisation. La matrice des actions de l'EDIC leur permet également de classer leurs besoins par ordre de priorité, par exemple en ce qui concerne la diversification et la progression dans les chaînes de valeur, et de mobiliser les fonds nécessaires pour y répondre. En 2017, 41 EDIC et mises à jour d'EDIC avaient été réalisées avec le soutien du CIR.

Par ailleurs, le CIR encourage l'innovation en donnant aux producteurs une formation sur diverses pratiques relatives aux chaînes de valeur et en aidant les MPME à adopter de nouvelles technologies. Il encourage également les pays à adopter de nouvelles technologies, car l'évolution technologique peut contribuer dans une large mesure à l'accroissement de la productivité, à l'amélioration du niveau de vie et à la croissance économique à long terme. Enfin, les nouvelles technologies peuvent aider les entreprises à réduire leur empreinte sur l'environnement. En 2017, 22 nouvelles technologies avaient été adoptées grâce au soutien du CIR.

Tchad: production durable de gomme arabique grâce à de nouveaux équipements et techniques de cueillette

Au Tchad, la production et la cueillette de gomme arabique bénéficient à plus d'un demi-million de personnes. Toutefois, nombre de producteurs et de cueilleurs travaillent dans des conditions difficiles et utilisent des équipements vétustes et fragiles. De plus, de nombreux producteurs travaillent seuls et ont ainsi du mal à vendre leurs produits à bon prix.



Dans le cadre du projet, plus de 2 200 producteurs ont bénéficié d'une formation sur l'utilisation d'équipements nouveaux et améliorés et ont ainsi pu rehausser la qualité de la production et augmenter leurs revenus. Le matériel de cueillette permet en particulier aux producteurs d'obtenir une meilleure récolte, de protéger la qualité de leurs produits et de les emballer en bon état. Par exemple, la gomme est entièrement prélevée sur l'arbre, alors que ce n'était pas le cas lorsqu'elle était cueillie uniquement à la main, et elle coule dans un entonnoir fixé à l'arbre pour être recueillie dans un contenant spécial au lieu de tomber sur le sol, ce qui en préserve la propreté et la qualité. La distribution d'équipements a été complétée par des activités de formation portant sur de nombreux sujets comme les techniques d'exsudation, la conservation et les types de produits dérivés de la gomme arabique.

Les producteurs qui ont bénéficié du projet se sont organisés en 77 groupes, 10 syndicats, 2 coopératives, 3 associations régionales et 1 association nationale, qui est en voie d'être reconnue juridiquement. Les producteurs sont également de plus en plus sensibilisés à l'importance de faire partie d'une coopérative pour vendre leurs produits à un prix plus élevé. Près de 50% des bénéficiaires du projet sont des femmes, qui s'intègrent de plus en plus dans les activités de l'ensemble de la filière gomme arabique.

Par ailleurs, les résultats du projet ont été importants sur le plan environnemental. Auparavant, de nombreux villageois n'étaient pas conscients de l'importance des arbres pour l'environnement et s'efforçaient de maximiser la récolte de gomme arabique sans se soucier de l'éventuelle disparition de la ressource. Grâce au projet, les acteurs de la chaîne de valeur ont suivi une formation visant à les sensibiliser à l'importance des pratiques d'exploitation durables et de la régénération face au vieillissement des végétaux et des pépinières qui s'accélère dans certaines régions.



ODD 12

GARANTIR DES MODES DE CONSOMMATION ET DE PRODUCTION DURABLES



La durabilité est au cœur de chaque projet du CIR. Celui-ci s'assure que les stratégies commerciales sectorielles répondent aux préoccupations en matière de durabilité, par exemple que les stratégies de développement touristique tiennent compte des effets de l'augmentation du tourisme sur l'environnement et la culture et que les stratégies agricoles s'attaquent aux problèmes de dégradation des sols et de déforestation.

La plupart des projets du CIR comportent diverses activités de formation liées au commerce qui abordent les préoccupations relatives à la durabilité. Ces activités sensibilisent les bénéficiaires à l'incidence environnementale des interventions du CIR et présentent des stratégies d'atténuation des effets négatifs éventuels. En 2017, 19 activités de sensibilisation en rapport avec l'environnement et la production durable ont eu lieu dans des pays du CIR.

Népal: récolte durable de plantes médicinales et aromatiques

Le projet finance la plantation de certaines plantes médicinales et aromatiques faisant appel aux connaissances autochtones et encourage leur culture commerciale durable. En 2017, 299 producteurs de ces plantes (60% de femmes) ont participé à la formation sur les bonnes pratiques agricoles et de récolte. Les exploitants et récolteurs se sont familiarisés avec les méthodes de récolte durables, la sélection des espèces qui se prêtent à la culture, le traitement après-récolte et la transformation primaire. Afin d'accentuer la sensibilisation à l'importance des méthodes de récolte durables et pour décourager la surexploitation, des guides sur la récolte durable de cinq espèces de plante médicinale ou aromatique ont été élaborés et sont utilisés dans les activités de formation qui se déroulent sur le terrain.

Le projet a également financé la participation de sept entreprises productrices de plantes médicinales et aromatiques à des foires commerciales internationales et la participation de cinq entreprises à un voyage d'études en Allemagne. Ces activités se sont traduites par 453 contacts et 43 contrats.



En 2017, 1 700 exploitants cultivaient des plantes médicinales et aromatiques (29% de femmes), et 573 d'entre eux cultivaient de la menthe (*Mentha arvensis*). Leur production (5 505 kg) a été vendue au prix de 1 350 roupies (12,30 dollars EU) par kg en 2017. Ainsi, le revenu moyen par exploitant a totalisé 12 969 roupies (119 dollars EU), soit une augmentation de 57% par rapport au niveau de référence.



ODD 17

REDYNAMISER LE PARTENARIAT MONDIAL POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Cible 17.11:
Accroître nettement les exportations des pays en développement, en particulier en vue de doubler la part des pays les moins avancés dans les exportations mondiales d'ici à 2020.

L'ODD 17 prévoit la redynamisation du partenariat mondial et la cible 17.11, le doublement de la part des PMA dans les exportations mondiales d'ici à 2020. Puisqu'il s'agit d'un partenariat trilatéral égalitaire entre les PMA, les donateurs du CIR et les organisations internationales participantes du CIR, le CIR incarne particulièrement bien l'esprit de l'ODD 17. Tout ce que fait le CIR, y compris la contribution qu'il apporte dans le but de doubler la part des exportations des PMA d'ici à 2020, repose sur le postulat qu'il faut réunir toutes les parties prenantes autour de la table et orienter leurs travaux vers un objectif commun.

L'approche fondée sur le partenariat a toujours été essentielle à la réussite du CIR, et toute contribution du CIR à la réalisation des ODD demeurera subordonnée à l'étroite coopération entre tous les membres du partenariat. Des efforts sont faits pour renforcer le partenariat entre les PMA, les donateurs du CIR et les organisations internationales participantes du CIR, une plus grande attention étant accordée à la mobilisation des ressources pour garantir la durabilité des résultats.

En 2017, l'ITFC et le CIR sont convenus de coopérer, au bénéfice des PMA membres de l'ITFC, dans les trois domaines d'intervention ci-après: la mise à profit du cadre d'analyse du CIR pour aider les PMA à entreprendre des réformes; le financement conjoint des projets prioritaires; et le renforcement des institutions liées au commerce par le développement des capacités des PMA.

Le CIR a accru sa coopération avec la FAO en 2017. En collaboration avec l'ECDPM, le CIR et la FAO ont lancé un projet visant à expérimenter une approche pour mieux relier les processus du PDDAA et du CIR et à renforcer les liens intersectoriels dans quatre pays (Mozambique, Rwanda, Tanzanie et Zambie).

Enfin, le CIR examine un renforcement de la coopération avec le Secrétariat du Forum des îles du Pacifique et le Commonwealth, et un protocole d'accord devrait être signé en 2018.

L'augmentation des exportations des PMA passe par l'accès à de nouveaux marchés. Grâce au soutien du CIR, ils avaient pénétré 20 nouveaux marchés en 2017 (par exemple les exportations de soja togolais vers les Pays-Bas et le Viet Nam et les exportations de mangues guinéennes vers la Belgique et la France).

Guinée: de nouveaux marchés pour la mangue

En Guinée, le CIR apporte son soutien à un partenariat de 16 coopératives agricoles composées de 294 producteurs de fruits et légumes, dont 104 femmes. Cet important partenariat vise à lutter contre la pauvreté dans la sous-région en privilégiant une production alimentaire durable. De plus, le projet a amélioré la compétitivité du secteur de la mangue et en particulier des petits producteurs, en renforçant les capacités de tous les acteurs de la chaîne de valeur de la mangue.

Un des bénéficiaires est la Coopérative des producteurs et exportateurs de fruits et légumes (COPEFL). Dans le cadre du projet, la COPEFL a reçu un appareil de conditionnement des mangues, et en 2017, 25 membres de la coopérative (dont 23 femmes) ont appris à l'utiliser.

Un membre de la COPEFL a participé à Fruit Logistica à Berlin en 2017. Sa présence à cette foire commerciale a permis à la coopérative de signer un contrat d'exportation de 6 tonnes de mangues vers la Belgique et la France. Les mangues ont été expédiées par avion à raison de quatre envois. Cette précision est particulièrement importante, car il s'agissait de la première livraison aérienne de mangues guinéennes à l'étranger en 12 ans. La COPEFL a également mené des négociations avec deux autres sociétés qui pourraient se traduire par des commandes totalisant 100 tonnes.







Commerce, compétitivité et investissement

Avant la crise financière mondiale, la croissance économique des PMA reposait sur la forte demande de leurs produits d'exportation émanant des économies avancées et des marchés émergents. Les retombées de la crise – un ralentissement de la croissance, de l'investissement étranger direct (IED) et des échanges à l'échelle mondiale – se font sentir plus longtemps que prévu et se répercutent sur le potentiel de croissance des PMA. Récemment, les exportateurs de produits de base des PMA ont également été secoués par une baisse des prix de leurs produits et la montée du protectionnisme dans nombre de pays.

Pour les PMA, le défi est double: premièrement, ils doivent accroître la productivité des secteurs à faible intensité de technologie et à forte intensité de main d'œuvre afin d'être plus compétitifs à l'échelle internationale et de donner du travail à la population; deuxièmement, ils doivent diversifier leurs structures de production dans l'optique d'une plus grande valeur ajoutée. Pour relever ce défi, les PMA doivent adopter une combinaison de politiques dans les domaines ci-après.

1. Commerce et investissement

Étant donné l'interconnexion croissante du commerce et de l'investissement, les efforts déployés pour développer les échanges des PMA sont de plus en plus liés à l'augmentation de l'investissement. Les chaînes de valeur mondiales ont disséminé la production dans différents pays, en privilégiant ceux qui ont le meilleur rapport coût-efficacité ou le plus de compétences. Certaines chaînes de valeur mondiales sont axées sur les produits de consommation et d'autres, sur les biens d'équipement, les services, la production agricole ou les ressources naturelles, mais toutes s'appuient sur des réseaux de commerce et d'investissement pour assurer une production en flux tendu. Compte tenu de ces réalités, il est de plus en plus important que les gouvernements et les milieux d'affaires travaillent à l'unisson pour élaborer des réformes prospectives des régimes d'investissement en vue de maximiser les effets positifs de l'investissement sur le commerce.

En favorisant l'inclusion en matière de commerce et d'investissement et en aidant les MPME à répondre aux exigences des marchés internationaux et à exploiter les possibilités qu'ils offrent, le CIR joue un rôle essentiel dans la promotion de la compréhension entre les entreprises et les gouvernements, en particulier en ce qui concerne les politiques et la réglementation commerciales et l'instauration du climat des affaires dont les PMA ont besoin pour améliorer leur chance d'attirer des investissements. Le CIR s'emploie à promouvoir les politiques fondées sur des faits pour orienter les programmes d'échanges et d'investissements multilatéraux en tant que moteur de la croissance économique, de la création d'emplois et du développement durable dans les PMA.

Kiribati: promouvoir l'investissement et le développement durable

Avec le soutien du CIR et le concours du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) en tant que principale entité de mise en œuvre (PEMO), le gouvernement de Kiribati a élaboré le Plan de développement de Kiribati (2016-2019), qui souligne l'importance du commerce et de l'investissement direct national ou étranger en tant que catalyseurs d'une croissance économique durable pour le pays. Le Plan fait mention de l'élaboration d'un cadre de la politique commerciale et d'un cadre de la politique d'investissement (approuvés par une loi du Parlement), qui ont intégré les priorités de l'EDIC. Le Plan aborde également d'autres questions liées au commerce, notamment les infrastructures, l'accès aux marchés et le commerce régional. Il est accompagné d'un plan d'action assorti d'une dotation budgétaire spéciale pour sa mise en œuvre.

Afin de faciliter la mise en œuvre du plan d'action, le gouvernement a créé le Comité consultatif national du commerce (NTAC), un mécanisme de consultation entre les secteurs public et privé, qui se réunit chaque mois pour examiner la politique commerciale et des stratégies connexes. La Chambre de commerce et d'industrie de Kiribati, l'Association des femmes et l'Association des ONG de Kiribati sont représentées au sein du NTAC.

Une équipe nationale procède actuellement à l'élaboration d'un plan de développement sur 20 ans (KV20), et l'UNMO s'assure que ce plan accorde suffisamment d'attention au commerce et au développement du secteur privé. Le commerce a déjà été intégré dans les stratégies sectorielles relatives à l'agriculture, à l'industrie, à la pêche, au tourisme et au travail, qui seront à leur tour fusionnées avec le KV20. L'UNMO joue également un rôle de coordination auprès des donateurs par l'entremise du Forum de développement de Kiribati pour contribuer à harmoniser les interventions des donateurs dans le pays.

2. Incitations à l'investissement étranger

Les PMA représentent plus de 13% de la population mondiale, mais moins de 1% du PIB mondial. L'investissement privé, national et étranger, est le principal vecteur de croissance économique. L'IED revêt une importance particulière à cet égard, car il donne accès, non seulement à des capitaux additionnels dont le pays a grand besoin, mais également à des compétences administratives et techniques, au financement intragroupe et à de nouvelles technologies, qui peuvent contribuer à la modernisation des MPME, à la création d'emplois et au rehaussement du niveau de vie.

Bien qu'un certain nombre d'entreprises aient constaté les possibilités d'investissement dans les PMA, les entrées d'IED dans les PMA ont diminué de 13% pour s'établir à 38 milliards de dollars EU en 2016, après avoir culminé à 44 milliards de dollars EU en 2015. L'IED global destiné aux PMA d'Afrique et à Haïti a dévissé de 12% à 31 milliards de dollars EU. Après avoir atteint un sommet en 2015, l'IED destiné aux PMA d'Asie-Pacifique s'est également replié de 14% à 7 milliards de dollars EU. Ce recul général de l'IED, qui pourrait être lié aux prix des produits de base, fait ressortir l'importance d'une intensification des efforts de la part des PMA, du CIR et des autres pays afin d'accroître les flux d'IED.

Tableau 1: IED dans les PMA

		2013	2014	2015	2016
IED (millions de \$EU en prix courants)	Flux entrants	43 611,66	41 277,86	43 956,36	38 512,86
	Flux sortants	28 924,98	18 261,29	9 247,91	11 851,74
Part des flux mondiaux	Flux entrants	3,02%	3,12%	2,48%	2,21%
	Flux sortants	2,07%	1,46%	0,58%	0,82%

Source: CNUCED, Rapport sur l'investissement dans le monde 2017.

Malawi: attirer l'IED

Au Malawi, le gouvernement a introduit une série d'incitations fiscales, y compris des allègements fiscaux, pour attirer des investisseurs étrangers et donner au secteur privé les moyens de stimuler la croissance économique. Avec le soutien du CIR, le Centre de l'investissement et du commerce du Malawi a constitué un portefeuille d'investissements dans 20 sociétés des 6 principaux secteurs porteurs de croissance économique du pays: agriculture, fabrication, énergie (bioénergie et électricité mobile), tourisme («ecolodges»), infrastructures (services d'assainissement et câbles à fibres optiques) et industries extractives. D'autre part, le Fonds de stimulation de l'innovation du Malawi octroie par voie de concours des subventions aux entreprises agricoles et manufacturières qui réalisent des projets novateurs susceptibles





d'avoir une grande incidence sociale et d'aider le pays à diversifier sa base d'exportations limitée.

En juin 2017, 135 représentants (18% de femmes) de 81 sociétés et organisations ont participé à un séminaire sur le développement des exportations visant, entre autres, à les informer des possibilités qui s'offraient à eux sur les marchés régionaux et les marchés d'outremer. Quatorze de ces sociétés ont été choisies pour bénéficier d'une aide additionnelle en vue de développer des produits et acquérir des compétences en commercialisation des exportations, et quatre ont déjà conclu des partenariats.

Afin de promouvoir l'exportation de ses produits, le Malawi a ouvert à Tete (Mozambique) un consulat dirigé par un consul général et un vice-consul accrédités. Des sociétés malawiennes ont ainsi été mises en contact avec des acheteurs éventuels à Tete, et certaines d'entre elles ont enregistré des commandes pour leurs produits. Par exemple, Food Hub Commodities Ltd. a reçu une commande de 300 tonnes par mois

de tourteaux de soja et Kwithu Kitchen, une commande de 1 224 kg de tomates entières transformées de Shoprite.

En outre, le consulat s'emploie à promouvoir le Malawi en tant que destination touristique auprès des habitants du centre et du nord du Mozambique. De novembre 2016 à août 2017, 244 visas touristiques ont été délivrés pour des visites d'agrément ou médicales. Il est aussi prévu d'organiser un salon du tourisme à Tete dans le but de développer le tourisme d'agrément et médical.



3. Diversification des activités économiques et des exportations pour assurer une croissance à large assise

La diversification des exportations se traduit par une augmentation du revenu par habitant, ainsi que par une production et une économie plus stables. Les PMA ont toujours tiré la majeure partie de leurs recettes d'exportation d'un éventail limité de produits primaires et de quelques marchés, et le récent fléchissement des prix des produits de base a renforcé la nécessité de bâtir des économies plus diversifiées et plus vigoureuses.

Des études ont démontré que la diversité et la qualité des produits d'un pays influent directement sur sa croissance économique globale. La diversification des exportations, qui se traduit par l'ajout de nouveaux produits à la gamme ou par un éventail de produits plus équilibré, ouvre la voie à une accélération de la croissance des PMA. Nombre d'entre eux ont déjà fait des progrès importants dans la diversification de leurs exportations en accentuant les échanges avec l'Asie (en particulier avec la Chine) et le commerce intra-africain en complément aux marchés traditionnels de l'UE et des États-Unis.

En raison de la petitesse de leur économie et des possibilités limitées de tirer parti d'économies d'échelle, l'introduction d'un grand nombre de nouveaux produits peut toutefois être top coûteuse. Ainsi, l'amélioration de la qualité des produits existants est une option plus réaliste dans une optique de diversification. Il existe de nombreuses possibilités d'amélioration de la qualité en agriculture, un secteur particulièrement important du fait qu'il continue d'employer une part importante de la population des PMA. Pour ces derniers, la modernisation et la transformation du secteur agricole sont très bénéfiques sur les plans de la productivité et de la qualité. La diversification des activités agricoles peut faciliter l'entrée sur de nouveaux marchés et accélérer le passage de l'agriculture de subsistance à l'agriculture commerciale.

Burkina Faso: augmentation des exportations de mangues séchées et amélioration du taux d'emploi des femmes

Au Burkina Faso, un projet du CIR contribue à augmenter la production et les exportations de noix de cajou et de mangues séchées en vue de créer des emplois et d'accroître les revenus des producteurs.

Le projet s'est traduit par une augmentation des revenus de 6 679 personnes dans le secteur de la mangue (80% de femmes) et de 3 217 personnes dans le secteur de la noix de cajou (90% de femmes). De plus, 1 436 emplois ont été créés dans les 2 secteurs grâce au renforcement des capacités de production et à la mise en place de nouvelles unités de transformation des mangues. En 2017, 1 520 tonnes de mangues séchées et 940 tonnes de noix de cajou ont été exportées.





Danaya, une société de transformation de mangues dirigée par M. Traoré Siaka, illustre bien comment les projets du CIR aident les entreprises à augmenter leur production et leurs effectifs.

En mai 2015, un incendie s'est déclaré dans les installations de Danaya, occasionnant des dommages et des pertes matérielles considérables. Le projet du CIR a permis à M. Siaka de résoudre de nombreux problèmes engendrés par le sinistre. Danaya a participé à dix activités de formation du CIR portant sur divers sujets, par exemple les bonnes pratiques

en matière d'hygiène, la gestion des stocks et la prévention des incendies. L'entreprise a également obtenu des équipements essentiels comme un nouveau système de ventilation, des extincteurs et des balances.

Cette aide a permis à l'entreprise non seulement de redémarrer ses activités, mais également d'augmenter sa production et d'embaucher du personnel. La production est passée de 18 tonnes en 2015 à 20 tonnes en 2017, et la capacité de production annuelle est actuellement de 22 tonnes. Danaya a également accru ses exportations à destination des marchés japonais et allemand, qui apprécient la qualité supérieure de ses produits. Au cours des deux dernières années, les exportations vers le Japon sont passées de 500 kg à 2 tonnes, et les exportations destinées à l'Allemagne, de 300 kg à 1 tonne.

Par ailleurs, Danaya a été en mesure de recruter régulièrement des travailleurs, portant son effectif total à 110 salariés, contre 10 en 2014. Elle emploie majoritairement des femmes (80%), et plus de 100 ménages et 700 personnes au total bénéficient de ces emplois. La réussite de Danaya a également incité des membres de la collectivité à lancer leurs propres unités de transformation de mangues.

Enfin, le projet a facilité la tenue de réunions interentreprises, et en 2017, Danaya a obtenu du financement auprès de Coris Bank pour la saison 2018.

4. Donner au secteur privé les moyens de favoriser la croissance économique dans les PMA

La croissance économique et le développement sont fondés sur la capacité du pays d'investir et d'utiliser ses ressources de manière efficiente et productive. Le CIR s'emploie en priorité à aider le secteur privé à maximiser le potentiel du commerce de favoriser un accroissement généralisé des revenus et des possibilités. Dans la plupart des PMA, les MPME sont les principaux employeurs, en particulier s'agissant des femmes et des jeunes. Ces entreprises sont toutefois en butte à d'importantes entraves à leur croissance en raison de divers facteurs, notamment le manque de financement, les compétences techniques limitées et le coût élevé du respect des exigences réglementaires, y compris des exigences en matière d'enregistrement.

C'est pourquoi le CIR apporte son soutien aux mécanismes de coordination public-privé, s'emploie à mettre en place les infrastructures stratégiques et institutionnelles qui permettent aux MPME de prospérer, et aide directement ces entreprises en leur permettant de participer à des activités de formation et de moderniser leurs équipements.



Grâce aux projets du CIR, les MPME peuvent améliorer leur productivité et mettre leurs produits d'exportation en conformité avec les normes de qualité des marchés internationaux. Le CIR se concentre sur les secteurs à forte participation féminine tels que l'agro-industrie, le tourisme et les textiles, ainsi que sur les MPME dirigées par des femmes. Ses actions donnent aux femmes davantage de possibilités d'augmentation de leurs revenus ouvrant la voie à leur autonomisation économique, et contribuent à la réalisation de l'ODD 5 relatif à l'égalité des sexes.

En 2017, 270 (moyenne par pays) représentants du secteur privé ont participé à des activités de formation dans le cadre de projets du CIR. Ces activités portaient sur diverses questions relatives au commerce, y compris les bonnes pratiques agricoles, les normes SPS, les chaînes de valeur, le développement des MPME, la fiscalité, les politiques commerciales et la facilitation des échanges. Les femmes représentaient 35% des participants à ces activités de formation.

En 2017, 290 MPME (contre 189 en 2016) ont bénéficié d'un soutien dans le cadre de projets du CIR, qui leur a permis d'accroître leurs recettes et d'embaucher des travailleurs additionnels. Il s'agit là d'une forte augmentation, mais il reste beaucoup à faire pour atteindre la cible fixée pour 2022 (plus de 600 MPME).

Comores: octroi des crédits nécessaires à l'exportation de vanille, de clous de girofle et d'ylang-ylang à des coopératives

L'ODD 9 consiste à rendre les services financiers et les crédits abordables plus accessibles aux MPME afin qu'elles s'intègrent mieux dans les chaînes de valeur et les marchés.

Le CIR contribue à la concrétisation de cet objectif aux Comores. Il joue un rôle important, car la plupart des MPME n'ont pas accès aux crédits nécessaires à leur croissance et à l'expansion de leurs activités.

Depuis 2014, le Centre du commerce international (ITC) et le PNUD, en tant que responsables de l'exécution du projet financé par le CIR, ont aidé les acteurs des chaînes de valeur de la vanille, du clou de girofle et de l'ylang-ylang à s'organiser en onze sociétés coopératives dans les trois îles des Comores situées dans l'océan Indien - Grande Comore, Anjouan et Mohéli. La coopérative présente l'avantage de répartir les risques et les recettes entre ses membres, ce qui les rend plus attractifs pour les acheteurs internationaux. Dans le cadre du projet, 2 113 producteurs (30% de femmes) ont bénéficié d'une formation sur la préparation de la vanille, la distillation de l'ylang-ylang, et la récolte, le séchage et le nettoyage des clous de girofle.



Les exploitants et les MPME des chaînes de valeur de la vanille, du clou de girofle et de l'ylang-ylang ont traditionnellement eu peu accès au financement, car ils n'ont guère de garanties à offrir lorsqu'ils veulent emprunter. Les modes de financement possibles se limitant aux fonds générés en interne, aux prêts consentis par des parents et amis et aux crédits à taux d'intérêt élevé octroyés par des prêteurs, les opérateurs des trois secteurs n'ont pas été en mesure d'accroître leur production et d'investir dans l'amélioration de la qualité de leurs produits.

Pour surmonter ces limitations et réduire les craintes des banques liées aux risques de non-remboursement, l'ITC s'est associé aux banques, aux producteurs et aux entreprises de transformation pour améliorer l'organisation, les profils de crédit, les procédures d'évaluation des risques, et la connaissance des instruments financiers disponibles. Suite à ces efforts, trois coopératives ont obtenu un financement commercial de plus de 400 000 dollars EU pour la récolte et l'exportation de vanille et de clous de girofle.

L'octroi de crédits à des producteurs agricoles comoriens par une banque commerciale (la Banque pour l'industrie et le commerce, BIC) suite à la facilitation par l'ITC des arrangements contractuels avec les coopératives constitue une première. La BIC s'est dite disposée à octroyer d'autres crédits si la première phase du financement était satisfaisante. Le projet a prouvé que les exploitants peuvent attirer les investissements dont ils ont besoin pour être compétitifs à l'exportation lorsqu'ils allient l'appartenance à une coopérative, des garanties mutualisées et un bon encadrement dans la gestion des affaires et la gestion financière.



Mise à jour de l'EDIC de la Tanzanie

En 2017, la Tanzanie a achevé la mise à jour de son EDIC, qui constituait la première EDIC réalisée dans le pays depuis 2005. Le rapport, établi par la Banque mondiale à la demande du gouvernement tanzanien, est le fruit d'un processus hautement consultatif qui a amené le gouvernement, le secteur privé et les donateurs à collaborer pour identifier les contraintes, les solutions et les priorités.

Le processus était également transparent, le public pouvant consulter les projets de chapitre sur le site Web du Ministère de l'industrie, du commerce et de l'investissement et formuler des observations. Les priorités identifiées sont censées être réalistes et donner lieu à des actions, et les responsabilités à cet égard ont été clairement délimitées.

La mise à jour de l'EDIC indique que la Tanzanie souffre des coûts élevés du commerce et du chevauchement des exigences qui entravent les échanges, en particulier s'agissant des MPME. Le rapport est axé sur l'agro-industrie, les industries extractives et le tourisme; identifie les principales contraintes; et présente des recommandations pour chaque secteur.

Par exemple, le rapport souligne que le tourisme est la principale source de recettes d'exportation de la Tanzanie, représentant près de 12% du PIB. Cependant, le potentiel inexploité demeure important dans ce secteur; le manque de professionnels qualifiés (y compris de femmes) dans de nombreux domaines d'activité touristiques et la multitude de permis exigés qui entrave les activités commerciales comptent parmi les contraintes.

La mise à jour de l'EDIC recommande d'offrir une formation technique complémentaire, ciblant en particulier les femmes, au Collège national du tourisme, et de créer un guichet unique pour les enregistrements, la délivrance des licences et les paiements. Le rapport recommande également d'organiser des activités de sensibilisation communautaire et de formation axées sur la conservation pour lutter contre le braconnage d'éléphants.

L'EDIC a donné la priorité aux questions relatives à l'égalité des sexes. Cela mérite d'être souligné car en Tanzanie, environ les trois quart des petits commerçants transfrontaliers sont des femmes. L'étude recommande de créer des bureaux spécialisés dans les questions relatives à l'égalité des sexes dans tous les ministères concernés par le commerce, de consulter les associations de femmes et de recueillir des données sur la participation des femmes dans différents secteurs.



Contrairement à l'EDIC de 2005, la mise à jour de 2017 a consacré un chapitre à Zanzibar, examinant plus particulièrement les mesures susceptibles de renforcer l'agro-industrie et le tourisme, les deux secteurs les plus importants de l'île, qui souffrent du chevauchement des exigences imposées par l'administration de Zanzibar et le gouvernement national.





Durabilité, mobilisation des ressources et quatrième révolution industrielle: la nouvelle orientation

Les priorités stratégiques de la phase deux du CIR consistent à accroître les efforts de mobilisation des ressources et à améliorer la durabilité du programme pour veiller à ce qu'aucun PMA ne soit laissé pour compte. Cela amène le CIR à collaborer plus étroitement avec les pays, y compris en s'assurant d'un engagement plus fort des gouvernements, en renforçant davantage les capacités des pays et en accordant une plus grande attention aux pays fragiles ou touchés par un conflit.

La mobilisation des ressources, qui a toujours fait partie intégrante du programme du CIR, est devenue encore plus importante ces dernières années, car la durabilité des interventions du CIR en dépend. Le CIR a entrepris d'appliquer d'emblée la stratégie de mobilisation des ressources lors de la conception et de la mise en œuvre de tous ses projets et de synchroniser ses processus avec les processus de programmation nationale, y compris les mécanismes de financement.

Durabilité

La durabilité du programme du CIR est inscrite dans la structure et les processus des arrangements nationaux de mise en œuvre (ANMO) mis en place dans chaque PMA. Le CIR continuera d'examiner le mandat et la structure des ANMO pour s'assurer qu'ils peuvent coordonner les activités relevant de l'Aide pour le commerce dans les pays et servir de mécanisme de consultation entre les gouvernements et toutes les parties prenantes à l'intégration du commerce dans les plans de développement nationaux, les documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté et les stratégies sectorielles liées au commerce.

Le CIR apporte son soutien à une équipe principale (UNMO) chargée de la coordination des activités relevant de l'Aide pour le commerce dans chaque pays. Afin d'assurer la durabilité des résultats lorsque le CIR met fin à son soutien, cette équipe est intégrée, structurellement et fonctionnellement, dans le Ministère du commerce, et ses activités sont financées par le budget ordinaire du gouvernement, ce qui permet d'atteindre l'objectif de durabilité du CIR. En 2017, les UNMO de 15 pays avaient déjà été intégrées dans l'appareil gouvernemental.

En 2017, les gouvernements des PMA ont fait montre d'une plus grande appropriation du programme, notamment en fournissant 38% des ressources affectées aux projets soutenus par le CIR. Tous les pays du CIR ont également mis en œuvre des stratégies de durabilité et de sortie, qui constituent une nouvelle manifestation de l'engagement des gouvernements des PMA en faveur de la durabilité des résultats.

Faisant fond sur les résultats obtenus à ce jour, le programme continuera à jouer un rôle décisif dans l'avancement du programme de développement de l'Aide pour le commerce et à fournir aux PMA l'aide au développement dont ils ont grand besoin. Le CIR continuera également à renforcer la capacité des PMA de promouvoir efficacement l'importance du commerce, de mobiliser des ressources additionnelles en obtenant une aide financière et technique liée au commerce auprès de diverses organisations et initiatives, d'obtenir des résultats sur le terrain, et d'assurer la durabilité des résultats.



Gambie: pérenniser les résultats

Au terme de la réalisation de l'EDIC avec le soutien du CIR, un projet a été lancé afin de renforcer les capacités en matière d'intégration du commerce et d'élaboration de politiques commerciales du Ministère du commerce, de l'industrie, de l'intégration régionale et de l'emploi et de 21 institutions partenaires. Le CIR a également apporté son soutien à un projet sur la compétitivité sectorielle et la diversification des exportations et à un projet de facilitation des échanges jugés prioritaires dans la matrice des actions de l'EDIC.

Tous ces projets ont formé des représentants des secteurs public et privé et ont aidé les organisations à élaborer des documents

stratégiques et des plans de mise en œuvre. Les évaluations des projets font cependant état d'entraves à la durabilité des résultats. Le CIR a donc financé un projet de soutien à la durabilité, dans le cadre duquel le gouvernement de la Gambie a intégré le personnel de l'UNMO dans son système opérationnel et a pris à sa charge sa rémunération et ses avantages sociaux, en conformité avec les conditions applicables à la fonction publique.

Avec en toile de fond la réaffirmation de l'engagement du gouvernement et de son appropriation des initiatives, la stratégie commerciale de la Gambie est en voie d'élaboration et plusieurs politiques et stratégies liées au commerce (politique commerciale, plan à moyen terme pour le commerce, plan stratégique pour la pêche, et stratégies pour les secteurs de la noix de cajou et du sésame), qui ont été élaborées grâce à un soutien institutionnel, ont été mises en œuvre comme prévu. L'intégration des activités commerciales dans le Programme pour l'accélération de la croissance et l'emploi est également en cours. Les coûts du fret sont en baisse suite à la construction, financée par le CIR, d'un nouveau complexe dédié au transport de marchandises à l'aéroport international de Banjul. Ce complexe est actuellement géré dans le cadre d'un partenariat public-privé.

Les 21 institutions commerciales et liées au commerce qui bénéficient du soutien du CIR ont également démontré une capacité accrue de remplir leur mandat, renforçant ainsi l'adhésion de la Gambie et sa capacité de bénéficier de l'Aide pour le commerce dans l'optique d'une croissance durable au profit des populations pauvres.



Mobilisation des ressources

Le CIR continuera d'aider les pays à examiner les moyens de tirer parti du cadre du CIR afin de mobiliser des ressources pour la mise en œuvre des priorités de l'EDIC, en utilisant leurs propres budgets et en faisant appel aux donateurs, aux organisations internationales, aux organisations caritatives, aux institutions financières et au secteur privé. Le CIR fera ainsi en sorte que la durabilité reste au cœur de son programme et qu'elle soit mesurée par la capacité à long terme des PMA de diriger leurs programmes en matière de commerce et de s'intégrer dans l'économie mondiale.

La mobilisation des ressources constitue donc une priorité accrue pour le CIR, les projets étant conçus pour avoir un effet catalyseur, en permettant aux pays d'utiliser les investissements du CIR pour attirer des financements supplémentaires afin de mettre en œuvre leurs programmes commerciaux. Étant confrontés à d'autres priorités nationales concurrentes dans un contexte d'austérité croissante, la plupart des pays du CIR ont mobilisé des fonds auprès de donateurs pour répondre à leurs besoins en matière de commerce. Cependant, les PMA ont encore beaucoup de chemin à

parcourir avant d'atteindre un niveau satisfaisant de ressources mobilisées, garantissant qu'ils sont concrètement engagés sur la voie de la durabilité. C'est pourquoi le CIR aide les pays à obtenir un financement mixte, c'est-à-dire un financement qui allie les fonds du CIR à des ressources du secteur privé.



Samoa: recours à un financement mixte

Au Samoa, 23% du financement d'un projet de catégorie 2 provient de sources internes. La contribution du gouvernement représente 11% des ressources du projet et celle du secteur privé, par l'intermédiaire de la Chambre de commerce, 12%; le reste des fonds a été fourni par le FASCIR. Le projet crée les conditions qui permettront au secteur privé du Samoa de devenir un moteur de la croissance, et renforce ses capacités en termes de production et de commerce en valeur ajoutée.

Women In Business Development Incorporated (WIBDI) est une organisation non gouvernementale communautaire qui travaille

avec plus de 700 petits exploitants certifiés en production biologique dans 183 villages du Samoa, assurant des moyens d'existence durable et des possibilités économiques aux communautés rurales.

L'huile de noix de coco vierge biologique de WIBDI est produite par de petits exploitants à Savaii et à Upolu. Cette production assure aux agriculteurs un revenu durable. WIBDI est le seul fournisseur d'huile de noix de coco de la société de franchise internationale The Body Shop et lui a également fourni de l'huile de fetau en vrac pour ses essais.

La quatrième révolution industrielle, synonyme de possibilités et d'obstacles pour les pma

Comme les révolutions industrielles précédentes, la quatrième révolution industrielle pourrait se traduire par des revenus plus élevés et une meilleure qualité de vie dans le monde entier. En revanche, elle risque d'accroître les inégalités, surtout si ses effets perturbateurs sur le marché du travail ne sont pas bien contrôlés.

Actuellement, l'innovation technologique est à l'origine d'un miracle du côté de l'offre, laissant entrevoir une augmentation à long terme de l'efficacité et de la productivité. Les coûts de transport et de communication sont en baisse, les chaînes logistiques et les chaînes d'approvisionnement mondiales sont plus efficaces, et le coût du commerce est en repli, tous ces facteurs contribuant à l'ouverture de nouveaux marchés et à la croissance

économique. De manière générale, le passage inéluctable de la numérisation simple (la troisième révolution industrielle) à l'innovation fondée sur la combinaison de technologies (la quatrième révolution industrielle) oblige les entreprises à revoir leurs façons de faire.

Pour le CIR, l'essentiel est que les PMA doivent comprendre cet environnement en mutation, remettre en question les hypothèses à la base de leurs politiques et de leurs modes de fonctionnement, et s'efforcer sans relâche de mettre la technologie au service de l'innovation. En dernière analyse, la capacité d'adaptation des gouvernements et du secteur privé des PMA déterminera dans quelle mesure et quand ils pourront tirer parti de la quatrième révolution industrielle.



Importance du commerce électronique pour les PMA

Le commerce électronique permet d'uniformiser les règles du jeu et d'atténuer certains des obstacles qui empêchent les femmes, les jeunes et les petites entreprises de bénéficier des avantages de la quatrième révolution industrielle. Il peut également accroître la transparence et contribuer à réduire la corruption.

Une plus grande connectivité facilite la participation des MPME au commerce électronique et leur donne accès aux marchés mondiaux à moindre coût. Il s'ensuit que tous les PMA devraient accorder à l'établissement de l'infrastructure numérique, au renforcement des compétences numériques - en particulier

celles des femmes - et à la réduction du coût de l'accès à Internet la priorité qu'ils méritent.

Une avancée positive observée au cours de la dernière décennie est l'adoption rapide des téléphones mobiles, qui a facilité le démarrage d'entreprises et le commerce pour la population des PMA, et qui a ainsi favorisé la croissance des marchés nationaux. Dans nombre de PMA, le réseau de téléphonie mobile est devenu le principal réseau de communications, facilitant les opérations des entreprises dans les régions qui n'étaient pas reliées à un réseau. De même, les services bancaires mobiles contribuent à l'inclusion financière et à l'augmentation du nombre de microentreprises.



Le CIR et le commerce électronique

Pour bénéficier pleinement des avantages de la connectivité accrue et du commerce électronique, les PMA doivent s'attaquer à leurs priorités.

Le CIR aide les PMA à établir leurs priorités par la réalisation des études rapides sur le niveau de préparation au commerce électronique, en partenariat avec la CNUCED. Ces études indiquent comment les pays peuvent faciliter leur entrée dans le commerce électronique. Elles contiennent des recommandations spécifiques concernant les politiques, les TIC et la logistique commerciale. Elles tiennent également compte des obstacles et des possibilités qui attendent tout particulièrement les femmes et recommandent au secteur privé et aux donateurs des moyens de répondre aux priorités identifiées. En 2017, grâce au soutien du CIR, des études rapides sur le niveau de préparation au commerce électronique ont été réalisées au Népal et au Samoa.



Les problèmes relatifs au commerce électronique sont également abordés dans le processus de l'EDIC, et plus de 50% des EDIC ont établi des priorités en vue d'améliorer les TIC. Le CIR a soutenu la mise en place de portails commerciaux en ligne en Gambie, dans les Îles Salomon (où le Bureau d'accueil des visiteurs fait la promotion des MPME du secteur du tourisme sur le Web), au Lesotho, au Malawi et en RDP lao.

Au Bhoutan, 107 services publics à la population sont actuellement accessibles en ligne, grâce à l'initiative du gouvernement visant à faire des technologies de l'information et des communications une priorité pour le développement économique national. Un projet du CIR a également été lancé en 2017 pour accélérer l'accès aux TIC et fournir des données, des renseignements et des possibilités commerciales au moyen de plates-formes électroniques améliorées.





Responsabilité et transparence

Cadre juridique

En 2017, les dispositions types du CIR relatives à la phase deux étaient en vigueur et s'appliquaient à tous les accords de contribution. Le présent document énonce les conditions de réception et d'utilisation des contributions des donateurs au FASCIR, ainsi que les obligations du GFAS en matière de responsabilité et de présentation de rapports. Les dispositions types sont communes à tous les accords de contribution signés avec les donateurs du CIR. Si les négociations ont été plus longues que prévu, elles ont finalement conduit au renforcement des fondements de la phase deux et ont permis aux donateurs du CIR de s'engager suite à la conclusion d'accords de contribution avec chacun d'entre eux. Sept accords de contribution ont été signés en 2017 (pour plus de détails, voir la section 2a ci-dessous).

En 2017, suite à l'approbation du Conseil du CIR ou en vertu des pouvoirs délégués au Directeur exécutif du SE, le GFAS a signé 16 nouveaux accords juridiques relatifs à des projets de catégorie 1 et 2 avec des PEMO. Dix-huit modifications ont aussi été signées avec les PMA et les organisations partenaires du CIR, pour tenir compte de révisions des budgets et des plans de travail. Deux prolongations (phase deux) de projets de catégorie 1 et 45 prolongations sans coût ont été conclues en vertu des pouvoirs délégués au Directeur exécutif du SE et après examen et approbation par le SE et le GFAS.

1. Gestion financière et fiduciaire

Les tableaux 2 à 4 ci-après présentent la situation financière du FASCIR au 31 décembre 2017 et rendent compte des engagements des donateurs du CIR pour les phases un et deux du CIR, des contributions reçues, des fonds alloués, des décaissements et des fonds disponibles.

a. Engagements des donateurs et contributions reçues

Depuis la conférence d'annonce de contributions du CIR organisée en novembre 2015 à Nairobi (Kenya), pour la période allant jusqu'au 31 décembre 2017, le montant indicatif des annonces de contributions a atteint environ 115,7 millions de dollars EU.

Les donateurs du CIR se sont engagés à verser une contribution totale de 50,95 millions de dollars EU pour la phase deux du CIR jusqu'à la fin de l'année 2017, comme l'indique le tableau détaillé ci-après. Le FASCIR a perçu des intérêts d'environ 0,35 million de dollars EU en 2017 (tant pour la phase un que pour la phase deux du CIR).

Tableau 2 – Contributions des donateurs du CIR

	Période considérée (2017) en millions de \$EU		
	Phase un	Phase deux	Total général
Fonds commun CIPNUD	31,54	0	31,54
Compte d'ordre du PNUD pour le CI	6,6	0	6,6
Contributions des donateurs du CIR	161,02	50,6	211,62
Sous-total	199,16	50,6	249,76
Intérêts perçus	5,53	0,35	5,89
Total général	204,69	50,95	255,65

Tableau 3 – Détail des contributions des donateurs pour la phase deux du CIR (au 31 décembre 2017, \$EU)

Donateur	Engagements	Fonds reçus
Allemagne	4 496 113	2 881 206
Arabie saoudite	4 000 000	500 000
Australie	2 306 829	729 433
Commission européenne	11 764 706	5 184 254
Danemark	9 064 499	9 064 499
Estonie	50 180	50 180
Finlande	9 960 206	7 618 948
France	2 238 042	2 238 042
Luxembourg	5 091 684	2 152 220
Norvège	18 378 302	6 126 101
Pays-Bas	472 255	472 255
République de Corée	1 000 000	1 000 000
Royaume-Uni	8 366 095	8 366 095
Suède	11 094 676	2 218 935
Suisse	2 000 000	2 000 000
Intérêt des placements du CIR	354 854	354 854
Sous-total	90 638 439	50 957 022



M. Roberto Azevêdo, Directeur général de l'OMC (à gauche), Ratnakar Adhikari, Directeur exécutif du Secrétariat exécutif du CIR (au centre) et S.E. M. Neven Mimica, Commissaire de l'Union européenne pour la coopération internationale et le développement (à droite) signent l'accord de contribution de l'UE de 10 millions d'euros au CIR.

La totalité des fonds déposés au FASCIR en 2017 représente 56,22% du montant total des engagements, soit une augmentation de 194% par rapport à 2016. Bien que le FASCIR ait reçu le montant total de la contribution de certains donateurs, il est prévu que le montant total de toutes les contributions soit en fait reçu au moment convenu dans les accords de contribution signés.

b. Fonds alloués aux activités du CIR

En 2017, le montant total des fonds alloués aux activités de la phase deux du CIR s'élevait à 12,61 millions de dollars EU, portant le total général des fonds alloués aux activités de

la phase un et de la phase deux du CIR à 226,04 millions de dollars EU. Les annexes 1 et 2 (ci-jointes) comprennent l'ensemble du portefeuille des projets approuvés du CIR.

Le montant total des fonds alloués à la mise en œuvre par les PMA, y compris les fonds alloués à la phase deux du CIR, est pour l'instant de 113,82 millions de dollars EU (69,90%), alors que la part des organisations partenaires du CIR allouée à la mise en œuvre est de 35,72 millions de dollars EU (21,93%). Les 8,17% restants représentent les fonds alloués dans le cadre de la phase un du CIR mise en œuvre par plusieurs autres organismes.

Tableau 4 – Fonds alloués aux activités du CIR

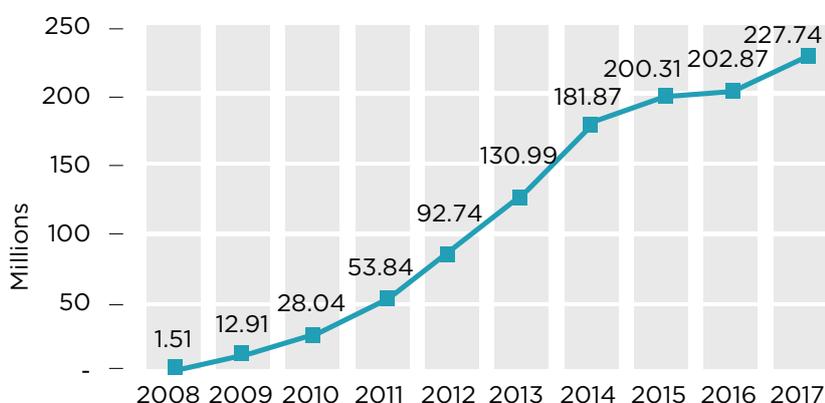
Catégorie	Type de projet	Phase un du CIR	Phase deux du CIR	Total général
Mise en œuvre par les PMA	Catégorie 1 – Mise à jour de l'EDIC	1 372 484	200 000	1 572 484
	Catégorie 1 – Soutien aux ANMO	44 483 563	5 100 475	49 584 038
	Catégorie 1 – Pré-EDIC	550 716	50 000	600 716
	Catégorie 1 – Soutien à la durabilité	-	1 170 000	1 170 000
	Catégorie 1 – Intégration du commerce	198 500	200 000	398 500
	Catégorie 2 – Agro-industrie	31 503 596	-	31 503 596
	Catégorie 2 – Étude de faisabilité	606 274	-	606 274
	Catégorie 2 – Normes	-	1 500 000	1 500 000
	Catégorie 2 – Tourisme	7 684 700	776 300	8 461 000
	Catégorie 2 – Facilitation des échanges	7 537 908	1 100 000	8 637 908
	Catégorie 2 – Politique commerciale et gestion administrative	6 156 599	-	6 156 599
	Catégorie 2 – Production industrielle de récoltes/récoltes destinées à l'exportation	2 661 080	-	2 661 080
	Catégorie 2 – Services et institutions de soutien commerciaux	-	967 110	967 110
	Total mise en œuvre par les PMA		102 755 420	11 063 885
Autre mise en œuvre	Catégorie 1 – Mise à jour de l'EDIC	160 000	-	160 000
	Catégorie 2 – Agro-industrie	12 188 740	-	12 188 740
	Catégorie 2 – Tourisme	950 000	-	950 000

Catégorie	Type de projet	Phase un du CIR	Phase deux du CIR	Total général
Total autre mise en œuvre		13 298 740	-	13 298 740
Mise en œuvre par des organisations	Catégorie 1 - EDIC	3 153 097	285 000	3 438 097
	Catégorie 1 - Mise à jour de l'EDIC	6 518 131	-	6 518 131
	Catégorie 1 - Soutien aux ANMO	3 300 000	900 000	4 200 000
	Catégorie 1 - Soutien aux ANMO - CCI	2 215 244	-	2 215 244
	Catégorie 1 - Intégration du commerce	146 293	115 365	261 658
	Catégorie 1 - Fonds d'affectation spéciale de la Banque mondiale (fonds non alloués)	14 374	-	14 374
	Catégorie 2 - Agro-industrie	12 717 665	-	12 717 665
	Catégorie 2 - Étude de faisabilité	584 839	-	584 839
	Catégorie 2 - Textiles et vêtements	2 836 583	-	2 836 583
	Catégorie 2 - Protection des plantes et des récoltes, lutte antiacridienne	700 642	-	700 642
	Catégorie 2 - Développement de la pêche	988 953	-	988 953
	Catégorie 2 - Cultures industrielles destinées à l'exportation	997 026	-	997 026
	Catégorie 2 - Services de soutien aux entreprises et institutions	-	246 421	246 421
Total mise en œuvre par des organisations		34 172 847	1 546 786	35 719 633
Activités globales	Activités globales	5 427 952	677 972	6 105 924
Total activités globales		5 427 952	677 972	6 105 924
Secrétariat exécutif (SE)	ADMIN - Soutien du SE	26 040 001	8 248 537	34 288 538
Total Secrétariat exécutif (SE)		26 040 001	8 248 537	34 288 538
Gestionnaire du Fonds d'affectation spéciale (GFAS)	ADMIN - Soutien du GFAS	20 570 652	2 245 713	22 816 365
Total Gestionnaire du Fonds d'affectation spéciale (GFAS)		20 570 652	2 245 713	22 816 365
Total général		202 265 612	23 782 893	226 048 505

Notes sur les fonds alloués – tableau 4:

- Le montant total des fonds alloués aux activités relevant de la phase un et de la phase deux du CIR s'élevait à 162,83 millions de dollars EU au 31 décembre 2017.
- Les budgets pour le SE, les activités globales et le GFAS atteignaient respectivement 8,24 millions de dollars EU, 0,67 million de dollars EU et 2,24 millions de dollars EU.
- 24 nouvelles propositions ont été approuvées en 2017, représentant un total de 9,89 millions de dollars EU. S'agissant des projets approuvés avant 2017, une somme de 4,28 millions de dollars EU doit encore être allouée, puisque seules les premières tranches ont en fait été allouées, conformément à l'approche actuelle du CIR adoptée par le Conseil du CIR en matière de gestion du solde du FASCIR.

Figure 1:
Montant cumulé des fonds alloués aux activités du CIR au 31 décembre 2017 (\$EU)



c. Décaissements

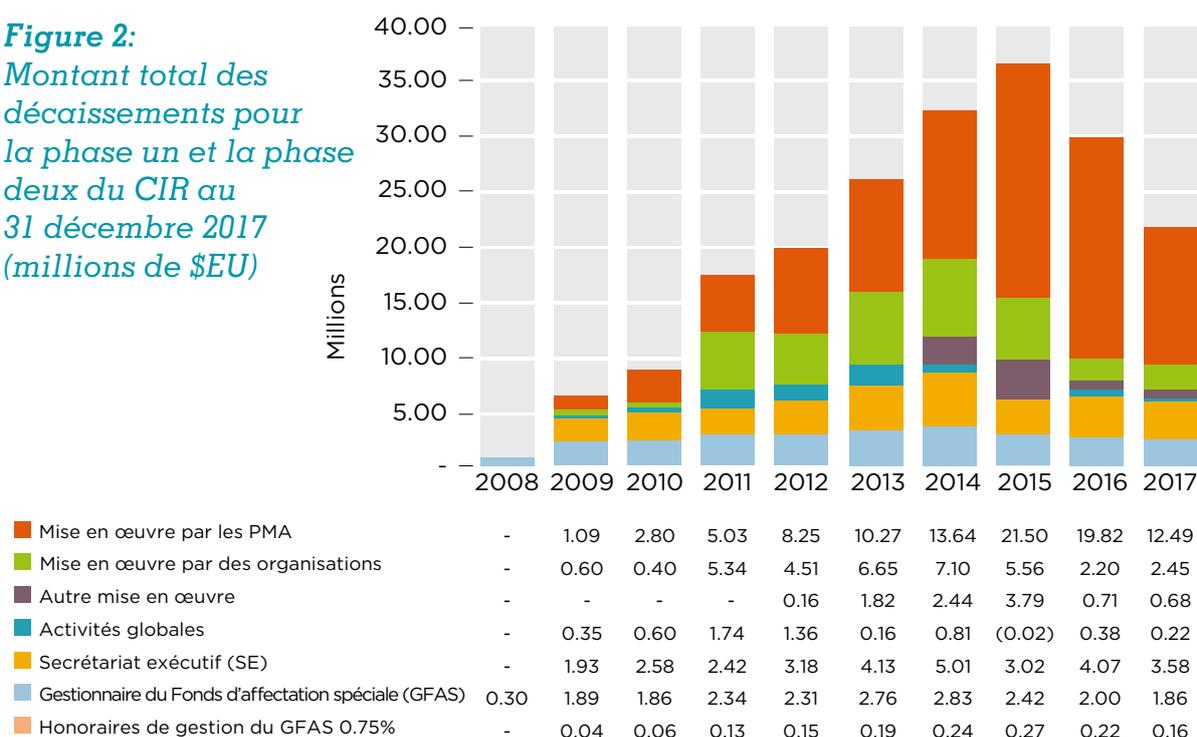
Sur la base des renseignements ci-dessus relatifs aux fonds alloués, le GFAS a procédé aux décaissements conformément aux accords juridiques et aux calendriers de paiement convenus, ainsi que le SE l'a confirmé à la suite d'un examen des plans de travail et des cadres logiques des projets, pour un montant total de 21,44 millions de dollars EU en 2017 (pour les projets de la phase un et de la phase deux du CIR avec la répartition suivante: 14,40

millions de dollars EU pour la phase un et 7,05 millions de dollars EU pour la phase deux du CIR, comme indiqué ci-dessous). Comme le montre le tableau 5 ci-après, le montant total des décaissements par catégorie pour la phase un et la phase deux du CIR, depuis le premier décaissement jusqu'au 31 décembre 2017, est de 196,86 millions de dollars EU. La figure 2 ci-après indique le montant réellement versé à chaque bénéficiaire (PMA, organisations, SE, activités globales et GFAS).

Tableau 5 – Décaissements pour la phase un et la phase deux du CIR
(millions de \$EU)

Phase du CIR	Catégorie dans le rapport annuel	2008-2016	2017	Total général
Phase un	Mise en œuvre par les PMA	81,44	10,19	91,63
	Mise en œuvre par des organisations	32,37	1,80	34,17
	Autre entité de mise en œuvre	8,91	0,68	9,59
	Activités globales	5,37	0,06	5,43
	Secrétariat exécutif (SE)	26,35	(0,31)	26,04
	Gestionnaire du Fonds d'affectation spéciale (GFAS)	18,70	1,86	20,56
	Honoraires de gestion du GFAS (0,75%)	1,30	0,11	1,41
Total phase un du CIR		174,44	14,40	188,83
Phase deux	Mise en œuvre par les PMA	0,97	2,29	3,26
	Mise en œuvre par des organisations	-	0,65	0,65
	Activités globales	0	0,17	0,17
	Secrétariat exécutif (SE)	0	3,89	3,89
	Honoraires de gestion du GFAS (0,75%)	0,01	0,05	0,06
Total phase deux du CIR		0,98	7,05	8,03
Total général (phases un et deux du CIR)		175,42	21,44	196,86

Figure 2:
Montant total des décaissements pour la phase un et la phase deux du CIR au 31 décembre 2017 (millions de \$EU)

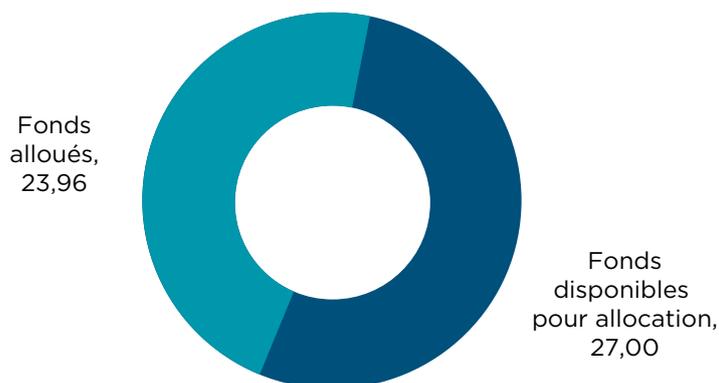


d. Fonds disponibles

Avec le lancement de la phase deux du CIR, la totalité des fonds de la phase un du CIR était allouée au 1er janvier 2016. Comme indiqué ci-dessus, en ce qui concerne la phase un du CIR, le Conseil du CIR, ou l'autorité à laquelle ses pouvoirs ont été délégués, a approuvé de nouveaux projets jusqu'au 31 décembre 2015. Compte tenu des retards dus à divers facteurs affectant les pays bénéficiaires, les PEMO n'ont pas utilisé entièrement les fonds alloués à certains projets financés au titre de la phase un du CIR et peuvent les affecter à des projets approuvés.

Pour la phase deux du CIR, le FASCIR disposait de 27 millions de dollars EU à allouer à des activités liées aux projets du CIR au 31 décembre 2017. C'est la différence entre les fonds reçus des donateurs du CIR sur la base de la signature d'accords de contribution, y compris les intérêts échus - environ 50,95 millions de dollars EU (voir le tableau 3 ci-dessus pour plus de précisions) et les fonds déjà alloués à des activités du CIR par le biais de la signature d'accords juridiques - environ 23,96 millions de dollars EU (voir le tableau 4 ci-dessus pour plus de précisions).

Figure 3:
Fonds au titre de la phase deux du CIR disponibles pour allocation au 31 décembre 2017 (millions de \$EU)



2. Pratiques en matière de vérification des comptes

En ce qui concerne les projets du CIR, toutes les PEMO, qu'il s'agisse ou non d'organismes publics¹, doivent présenter des comptes annuels vérifiés, conformément aux accords respectifs signés avec le GFAS (Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets - UNOPS). Des systèmes de vérification interne des comptes ont été instaurés dans tous les PMA qui mettent en œuvre des projets de

catégorie 1 ou 2. Par ailleurs, des rapports d'audit interne ou externe sont établis à l'issue de la première année de mise en œuvre des projets. En 2012, le GFAS a élaboré des lignes directrices relatives à la vérification des comptes afin d'aider les PEMO dans cet exercice annuel. Les UNMO ont également comme pratique courante de faire examiner les mandats de vérification des comptes par le GFAS avant d'engager la vérification, et le GFAS a bien élaboré des modèles de mandats de vérification des comptes pour faciliter ce processus pour les PEMO nationales. Le GFAS, en collaboration avec le SE, applique les critères de transmission à un échelon supérieur des constatations négatives

¹ Les organisations font l'objet d'une vérification des comptes suivant leur mécanisme interne de vérification des comptes, conformément aux accords de partenariat du CIR et au principe de la vérification unique des comptes de l'ONU.

issues de la vérification des comptes approuvés par le Conseil du CIR.

Comme on le voit dans le tableau 6 ci-après concernant les rapports de vérification des comptes de 2016, 42 rapports ont été reçus en 2017, alors que 25 sont en cours d'élaboration et que 1 est en attente (souvent à cause de la longueur des processus gouvernementaux et/ou de crises politiques). Aucun problème important n'a été signalé dans les rapports de vérification

des comptes de 2015 qui ont été communiqués en 2016. Le GFAS suit de près les rapports de vérification des comptes en cours d'élaboration/en attente, et les recommandations issues des vérifications sont examinées par le GFAS et suivies avec les pays et par le biais des missions de supervision. Les pays doivent adopter des outils de suivi spécifiques pour appliquer les recommandations issues des vérifications.

Tableau 6 – Situation concernant les rapports de vérification des comptes

Rapport	Situation	Nombre de rapports		
		2008-2016	2017*	Total
Vérification des comptes	Reçu	211	42	253
	En cours d'élaboration		25	25
	En attente		1	1
Total		211	68	279

* Les vérifications des comptes réalisées en 2017 portent sur la période couvrant l'année 2016 et, dans certains cas, des rapports ont été reçus après le 31 décembre 2017, ce qui explique leur statut «en cours d'élaboration». Toutefois, ils avaient tous été reçus au moment de la rédaction du présent rapport annuel. La réception d'un seul rapport est retardée pour des raisons administratives, et le GFAS et le ministère concerné ont pris des dispositions pour accélérer le processus.

En outre, en vertu du cadre de responsabilité du CIR et conformément aux règles de l'UNOPS en matière de vérification des comptes, toutes les activités de gestion financière et de gestion du financement menées par le GFAS sont soumises à des vérifications périodiques. En mai 2016, le Bureau de l'UNOPS à Genève, et le GFAS qui en fait partie, ont fait l'objet d'une vérification et les conclusions et les mesures correctrices ont été présentées dans le rapport annuel de 2016.

Sur la base du contrôle de la vérification de chaque projet effectué par les gestionnaires de portefeuille régionaux du GFAS, on trouvera ci-dessous un tableau sur les constatations issues des vérifications fondées sur les lignes directrices relatives aux critères de transmission à un échelon supérieur adoptées par le Conseil du CIR en mai 2015.

**Nombre de pays avec différents types de constatations issues des vérifications.
Conformément aux rapports de vérification des comptes de 2016**

Type de constatations	Nombre de pays par type	Mesures prises par la PEMO	Mesures prises et démarche proposée par le GFAS
1) Mineures	15	Tenir compte des recommandations; adopter les mesures nécessaires pour donner suite aux recommandations.	Suivi durant la mission de supervision en communiquant et en demandant des renseignements actualisés sur les actions menées.
2) Modérées	13	Prendre bonne note des recommandations et adopter des mesures correctives ou s'en remettre à des instances supérieures si nécessaire pour mener des actions.	Examiner attentivement les recommandations et exiger des mesures appropriées. Suivre les évolutions en communiquant directement et durant les missions. Apporter une aide si nécessaire pour clarifier les mesures requises. Une communication est adressée par écrit à la partie concernée pour information et suite à donner.
3) Majeures	1	Reconnaître les recommandations et demander plus de précisions aux contrôleurs pour mener des actions. S'en remettre à l'autorité supérieure dans le cadre des ANMO.	Donner suite aux recommandations avec le pays, en effectuant des visites sur le terrain et en communiquant sur les mesures prises. Adresser un rappel pour que des mesures soient prises et qu'il soit donné suite aux recommandations.

NB: Ce tableau résume la situation depuis l'adoption des lignes directrices relatives aux critères de transmission à un échelon supérieur adoptées par le Conseil du CIR en mai 2015.

Le GFAS a adopté un outil de suivi des mesures prises suite à la vérification des comptes au niveau de chaque bureau régional du GFAS, ainsi qu'un outil pour la coordination et la supervision au niveau de Genève, afin de permettre un meilleur suivi et une évaluation des progrès réalisés par les pays s'agissant de donner suite aux recommandations issues des vérifications.

La culture du suivi et de l'évaluation (S&E) du CIR et l'apprentissage permettent d'aboutir à des résultats

La responsabilité mutuelle entre tous les partenaires du CIR est essentielle pour mettre en œuvre les programmes et veiller à ce que tous les projets soient efficaces et produisent des effets sur le terrain. Le modèle de gouvernance du CIR comprend la structure décisionnelle composée du Conseil du CIR, du SE et du GFAS, qui assurent tous la supervision des programmes.

Le suivi et l'évaluation du CIR sont fondés sur le cadre de résultats du CIR et s'effectuent au moyen d'indicateurs clairs et mesurables. Le cadre de résultats du CIR sert d'outil de gestion évolutif qui promeut l'appropriation et le consensus; oriente les mesures correctives; facilite la coordination des efforts axés sur le développement du commerce; définit la voie à suivre pour réaliser les objectifs du CIR; et, *in fine*, joue un rôle clé pour garantir la responsabilité en termes de suivi et d'évaluation et d'apprentissage. Le cadre de résultats du CIR prévoit une chaîne de résultats concernant le but à long terme (impact), l'objectif intermédiaire (résultats) et les retombées immédiates (produits) des activités du CIR.

Chacun des projets de soutien institutionnel et des projets de soutien au secteur productif du CIR comprend des cadres de résultats qui sont suivis, évalués et portés à la connaissance des parties prenantes. Il incombe aux pays du CIR de mener des activités de suivi et d'évaluation au niveau national. Il s'agit avant tout de déterminer si les projets sont mis en œuvre de manière efficace et efficiente, notamment en veillant à ce que les fonds soient utilisés de manière appropriée, tout en vérifiant que les projets contribuent aux changements qu'ils sont censés apporter. Ces examens sont réalisés par le biais de missions de supervision, sur demande, menées par le SE ou le GFAS, de rapports semestriels et annuels, ainsi que d'évaluations effectuées à mi-parcours et à la fin des projets, y compris un rapport d'autoévaluation et d'achèvement de projet.

Le programme est évalué à intervalles réguliers par des entreprises indépendantes pour faire le point sur les résultats et voir dans quelle mesure il contribue à la réalisation de ses objectifs généraux.

Établir des liens entre le cadre de résultats du CIR et le suivi des ODD

Les exigences en matière de suivi des ODD imposent une lourde charge aux PMA, dont les capacités de suivi et de rapport sont moins développées. Cependant, au vu du nouveau processus visant à aligner les indicateurs du CIR sur les ODD, des formations adaptées en matière de suivi et d'évaluation ont été proposées aux PMA compte tenu de la réalité et des capacités différentes de chaque pays, ce qui a renforcé leur capacité à faire rapport sur leurs ODD nationaux en utilisant des outils de suivi solides.

Gestion des risques de la phase deux du CIR

Le CIR est conscient qu'il doit gérer de manière efficace les ressources des donateurs du CIR et a donc adopté une approche proactive et globale en matière de gestion des risques pour la phase deux. Son but est de parvenir à une interprétation commune du risque et de promouvoir une culture de la gestion des risques cohérente au sein du CIR. Cela permettra de prendre des décisions de manière éclairée, de prendre des risques en connaissance de cause, augmentant ainsi les chances de réaliser les objectifs du programme.

Le SE et le GFAS collaborent avec les PMA pour intégrer la gestion des risques dans la planification et la gestion du programme, notamment en élaborant un registre des risques



au niveau du programme et en évaluant le risque de chaque projet à l'étape d'approbation. Des travaux sont aussi en cours avec des partenaires afin d'améliorer les pratiques en matière de gestion des risques au niveau des pays.

Le risque global du programme est considéré comme faible, et les risques sont actuellement gérés de façon appropriée. Cependant, un renforcement supplémentaire des capacités est nécessaire, en particulier au niveau des pays pour déterminer les risques potentiels durant la préparation des projets; prévoir des mesures de suivi et d'atténuation des risques; et en rendre compte par le biais d'un mécanisme de rétro-information partant des pays jusqu'au Conseil du CIR.

Les risques les plus importants pour le programme au 31 décembre 2017 sont les suivants: 1) des fonds insuffisants pour le CIR; 2) des faiblesses structurelles et institutionnelles dans quatre pays causées par des conflits; et 3) un engagement inadéquat des gouvernements à mettre en œuvre des plans de durabilité.

Les activités du CIR se sont considérablement développées, mais les faibles niveaux actuels de fonds annoncés et versés pour ce programme rendent la gestion des risques encore plus critique. Une stratégie essentielle d'atténuation

des risques adoptée au cours de la phase deux du CIR consiste à accroître les efforts de mobilisation des ressources et à améliorer la durabilité du programme en renforçant la participation des pouvoirs publics. Cela requiert une collaboration plus étroite avec les pays, y compris en mettant l'accent sur l'intensification des engagements des gouvernements, en renforçant davantage les capacités des pays (y compris les capacités financières) et en améliorant la concertation avec les pays fragiles et ceux qui sont en conflit.

Communication et sensibilisation

Le CIR s'efforce de communiquer ses résultats de manière efficace, au niveau des PMA eux-mêmes et au niveau mondial. Ces efforts sont importants non seulement pour que les travaux du CIR soient mieux compris et reconnus, mais aussi dans le cadre d'un effort plus vaste d'amélioration des conditions dans les PMA. Une communication efficace des résultats du CIR permet à la population de comprendre que le commerce peut réellement créer des emplois et favoriser une croissance inclusive dans les PMA. Cela peut encourager les donateurs du CIR, les gouvernements des PMA, le secteur privé et les organisations internationales participantes du



CIR à coopérer davantage pour tirer un meilleur parti des avantages du commerce.

Le CIR informe ses partenaires de ses résultats et de ses activités de multiples façons, notamment via le site Web du CIR; la plate-forme *Nouvelles du commerce au service du développement* récemment lancée; la participation à des événements importants au niveau local, régional et mondial; une communication ciblée avec les médias; de nouveaux comptes sur les réseaux sociaux; et le Système d'information de gestion du CIR et en fournissant des renseignements actualisés chaque semestre au Conseil du CIR.

Site Web du CIR – Des améliorations ont été apportées aux pages principales du site Web du CIR afin de le rendre plus convivial et d'y inclure du contenu qui trouvera écho auprès des publics clés. La page d'accueil a été remaniée et affiche nos partenariats, les nouveaux articles et nouvelles vidéos. Le nombre total de visiteurs sur le site Web du CIR a augmenté de 8% en 2017. Nous travaillons actuellement en vue de réorganiser les pages consacrées aux pays et pour inclure les infographies, les vidéos et les articles publiés dans les *Nouvelles du commerce au service du développement*. Avec un site Web actualisé, le CIR est prêt à communiquer plus clairement les résultats aux parties prenantes en publiant des récits détaillés et probants et

en communiquant des renseignements sur les travaux au niveau des pays.

Réseaux sociaux – Les réseaux sociaux servent à donner plus de visibilité à la marque CIR auprès de publics existants et nouveaux et à attirer l'attention sur la participation du programme à des événements et forums mondiaux et nationaux. Les sites des réseaux sociaux sont des points d'entrée essentiels pour les publics des PMA, qui ont souvent une bande passante limitée. Les réseaux sociaux servent aussi à faire connaître les résultats du CIR à des publics différents.

Actualités – Nous avons développé des partenariats fructueux, en particulier avec les PMA, le Royaume-Uni, l'OMC et l'ITC pour accroître la couverture du CIR dans les médias. Un article d'opinion du Ministre britannique du commerce, Liam Fox, publié dans *The Guardian* le 11 décembre 2017, qui traitait du soutien apporté par le Royaume-Uni au CIR depuis sa création en 2008, a touché un lectorat de **1 million de personnes**.

Une couverture accrue au niveau mondial – Le CIR a été mentionné dans au moins 122 articles d'actualité provenant de plus de 40 sources d'information, dont la grande majorité opèrent dans les PMA, et pour lesquels les



gouvernements des PMA et les UNMO ont joué un rôle important pour attirer l'attention des médias.

Promotion de l'importance du commerce pour les PMA lors des événements de haut niveau

Nous avons pris part à des événements de grande envergure propres à stimuler la prise de décisions et à servir de tribune pour rendre compte des progrès et des résultats du programme. Nous étions nombreux à participer aux événements suivants:

Durant le sixième Examen global de l'Aide pour le commerce (Genève, du 11 au 13 juillet 2017):

Le CIR s'est associé à l'Organisation mondiale du tourisme des Nations Unies (OMT) et à l'ITC pour organiser une activité sur **le tourisme au service du développement dans les pays les moins avancés**. L'activité était le cadre du lancement de l'étude conjointe CIR/OMT/ITC intitulée **«Le tourisme au service du développement dans les PMA: mobilisation et coordination des ressources pour le tourisme»**. Le CIR apporte sa contribution afin de sensibiliser à l'importance du tourisme pour le développement. L'EDIC peut être utilisée comme un moyen de mieux comprendre les questions liées au tourisme et de susciter des idées nouvelles sur le tourisme qui, en tant que secteur clé au service du développement du commerce, est inclus dans presque toutes les EDIC. Cependant, une coordination et une collaboration renforcées au niveau de la conception et de la mise en œuvre des stratégies touristiques à l'exportation sont toujours nécessaires.



Une réception a été organisée conjointement par l'OMT, la Mission de la Chine auprès de l'OMC, l'ITC, l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle et le CIR sur le thème **«Année internationale du tourisme durable pour le développement des Nations Unies (2017)»** pour célébrer l'année du tourisme durable pour le développement. La chanteuse gambienne Sona Jobarteh était présente lors de la réception pour promouvoir le tourisme culturel.

Le CIR s'est associé à l'Organisation internationale de la Francophonie et à l'ITC pour organiser une activité sur le thème suivant: **«La structuration des chaînes de valeur et la connectivité des acteurs coton-textiles-vêtements d'Afrique, d'Europe et d'Asie»**. L'activité portait sur la façon de faire du secteur du coton un pilier du développement durable dans les pays africains producteurs de coton, en particulier ceux d'Afrique de l'Ouest.

L'atelier intitulé **«Commerce et développement agricole dans les PMA»** a été organisé par la FAO. Il portait sur le renforcement des liens entre le commerce et le développement agricole grâce à des mécanismes qui les associent, tels que le CIR et le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine de l'Union africaine.

Le gouvernement de la Gambie, l'OMC, l'ITC et le CIR ont organisé un atelier intitulé **«Un véritable renouveau pour la Gambie»**. Cette activité a servi de plate-forme unique aux fonctionnaires gouvernementaux de haut niveau, aux partenaires donateurs et aux membres du secteur privé pour discuter des nouveaux objectifs de développement de la Gambie, surtout en matière commerciale.

Une activité intitulée **«Aucun PMA laissé pour compte: le CIR investit dans les pays et les ressources humaines»** a été organisée pour expliquer ce que le CIR avait réalisé sur le terrain et pour lancer le rapport annuel du CIR de 2016.

En matière de financement, S.E. M. Neven Mimica, Commissaire de l'Union européenne pour la

coopération internationale et le développement, a annoncé que l'Union européenne verserait une contribution de 10 millions d'euros au CIR. Le montant annoncé porte la contribution financière totale de l'UE au CIR à environ 24 millions de dollars EU.

Durant la onzième Conférence ministérielle de l'OMC à Buenos Aires (Argentine) du 10 au 13 décembre 2017:

En partenariat avec le Centre international pour le commerce et le développement durable et la CNUCED, le CIR a organisé une activité parallèle intitulée **«Évaluations rapides de l'état de préparation au commerce électronique: outil permettant d'aider les pays les moins avancés (PMA) à stimuler la croissance économique, les échanges inclusifs et la création d'emplois grâce au commerce électronique»**. L'activité abordait la manière dont le dialogue sur le commerce électronique et le commerce peut être encouragé dans l'économie numérique de façon à ce que les MPME contribuent à appuyer les réformes politiques en partant de la base.

En partenariat avec l'OMC et le Ministère du commerce du Cambodge, le CIR a organisé

une conférence de presse de haut niveau sur le thème **«Investir dans le commerce dans les PMA»**. Cette activité a réuni plus de 200 participants de près de 40 pays, y compris 19 ministres des PMA et des gouvernements donateurs. Les participants ont fait part de leurs réflexions sur l'intégration des PMA dans le système commercial mondial et ont discuté des raisons pour lesquelles le soutien du CIR était nécessaire.

En matière de financement, S.E. M. le député Greg Hands, Ministre d'État chargé de la politique commerciale du Royaume-Uni, a annoncé l'octroi d'une contribution de 16,25 millions de livres sterling (environ 21,3 millions de dollars EU) au CIR.

Atelier sur les nouvelles priorités des PMA en matière de commerce et de développement

Organisé dans le cadre de la cinquième Semaine du commerce et de l'investissement en Asie-Pacifique (du 30 octobre au 3 novembre 2017), cet événement a rassemblé plus de 30 participants en provenance de 10 pays du CIR d'Asie et du Pacifique.



La chanteuse gambienne Sona Jobarteh se produit à l'occasion du Sixième Examen global de l'Aide pour le commerce à Genève.





Annexes

Annexe 1: Résultats par indicateur

Figure 4:
Part des PMA dans le commerce mondial des marchandises et des services (en %)

Les exportations des PMA sont passées sous le niveau habituel de 1%.

— Exportations — Importations

Source: Secrétariat de l'OMC.

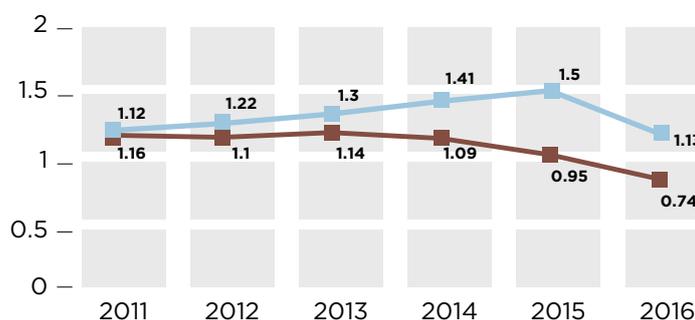


Figure 5:
Commerce des services commerciaux des PMA (milliards de \$EU)

Les exportations de services sont presque constantes depuis trois ans.

— Exportations — Importations

Source: Estimations OMC-CNUCED-ITC.

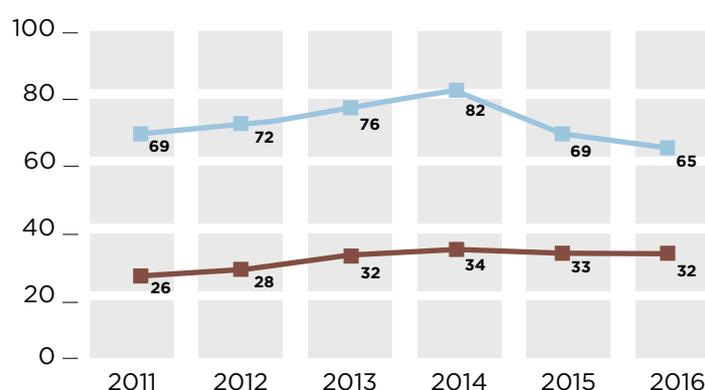


Figure 6:
Valeur des exportations des PMA par sous-ensemble (milliards de \$EU)

Alors que la part totale des PMA dans le commerce mondial baisse, leurs exportations de produits agricoles et de produits manufacturés augmentent.

— Produits agricoles — Produits manufacturés

Source: Secrétariat de l'OMC.

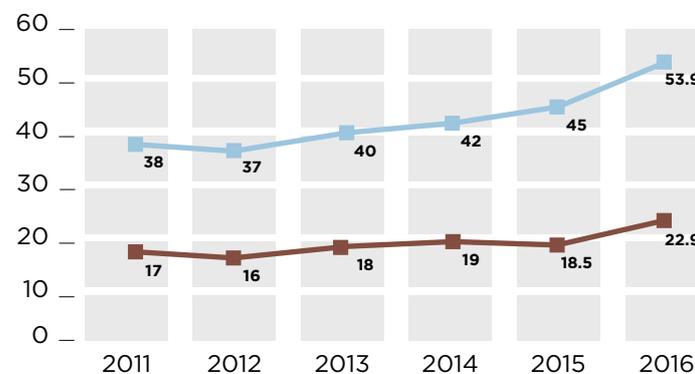


Figure 7:
Flux entrants et sortants d'IED

Dans les PMA, à la différence de la situation dans l'ensemble du groupe des économies en développement, l'APD est la plupart des années la principale source de financement, bien que sa part augmente moins vite que celle des IED et des envois de fonds.

— Flux entrants — Flux sortants Source: UNCTAD

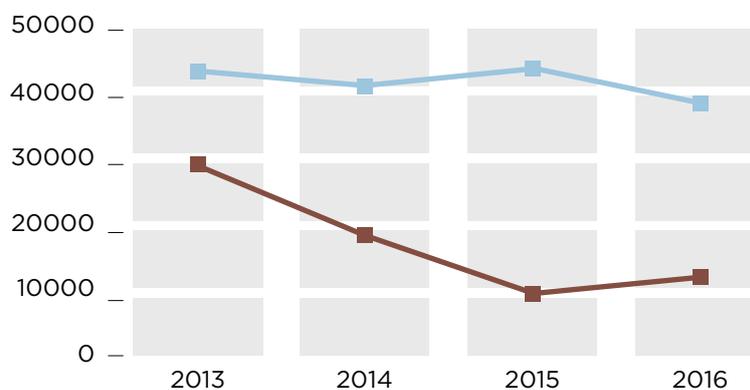


Figure 8:
Nombre de pays du CIR qui ont intégré le commerce dans leur plan national de développement

Le commerce occupe une place de plus en plus importante dans les programmes de développement des PMA.

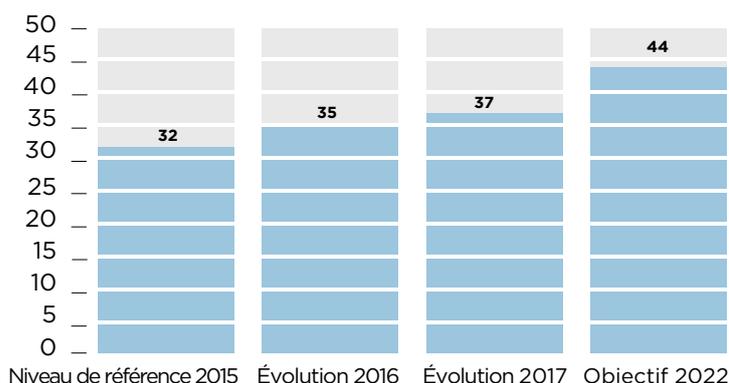


Figure 9:
Nombre de pays du CIR qui disposent de mécanismes effectifs de coordination du commerce

Les mécanismes de coordination du commerce permettent aux PMA et aux partenaires de développement de collaborer et d'éviter les doubles emplois.

■ Série 1

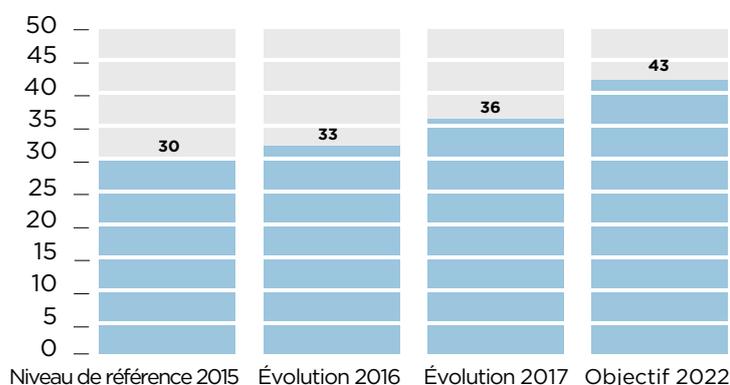


Figure 10:
Nombre total de pays du CIR qui disposent d'au moins trois stratégies sectorielles intégrant le commerce

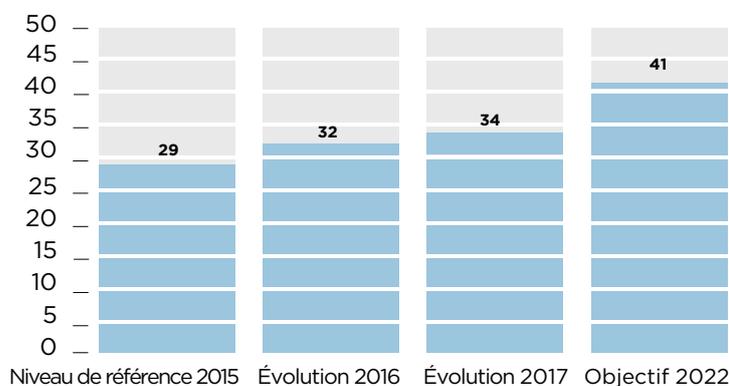


Figure 11:
Nombre de politiques commerciales de qualité actualisées avec l'aide du CIR

De plus en plus de pays du CIR ont développé des stratégies commerciales de qualité avec l'aide du CIR, qui identifie les avantages compétitifs et les améliorations de la productivité nécessaires.

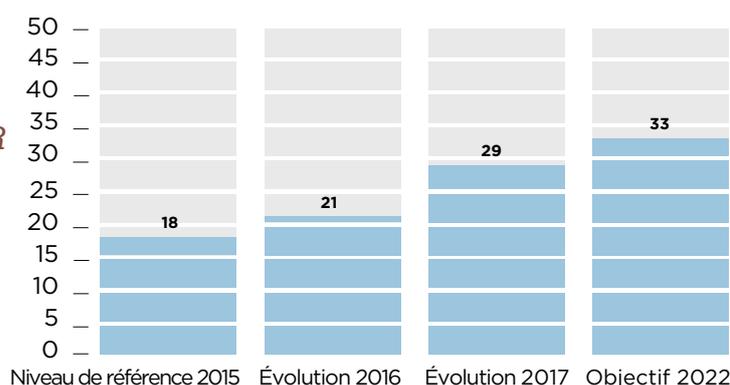


Figure 12: Nombre d'actions par pays du CIR visant à améliorer la législation et la participation à diverses instances liées au commerce

Les pays du CIR participent de plus en plus à des instances en lien avec le commerce et certains entreprennent des démarches pour accéder à l'OMC. Par exemple, le CIR a entamé des consultations avec la Somalie et la Division des accessions de l'OMC. L'idée est d'associer l'aide du CIR à l'assistance technique nécessaire au cours du processus d'accèsion à l'OMC, afin que la Somalie bénéficie pleinement des avantages que le système commercial multilatéral a à offrir.

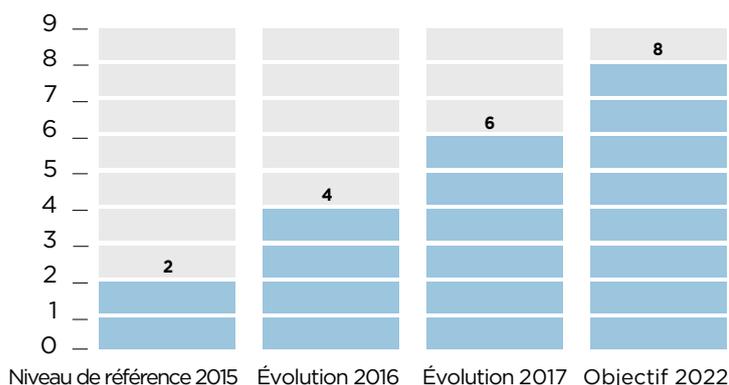


Figure 13: Nombre d'études diagnostiques effectuées/mises à jour avec l'aide du CIR

Les pays du CIR ont recours aux études diagnostiques pour identifier les contraintes liées au commerce et définir des actions prioritaires pour les surmonter.



Figure 14: Nombre de pays du CIR dans lesquels les UNMO sont intégrées aux structures gouvernementales

Les équipes de base du CIR sont intégrées aux structures gouvernementales, ce qui contribue à assurer la durabilité des résultats.

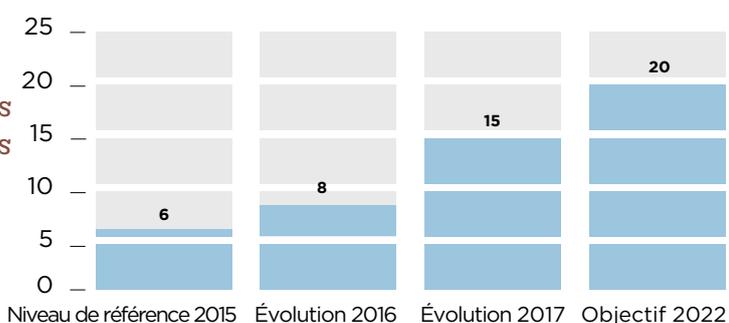


Figure 15: Nombre de pays du CIR qui disposent de mécanismes de coordination public-privé efficaces et de qualité

Les gouvernements et le secteur privé se consultent mutuellement de manière régulière sur les questions relatives au commerce.

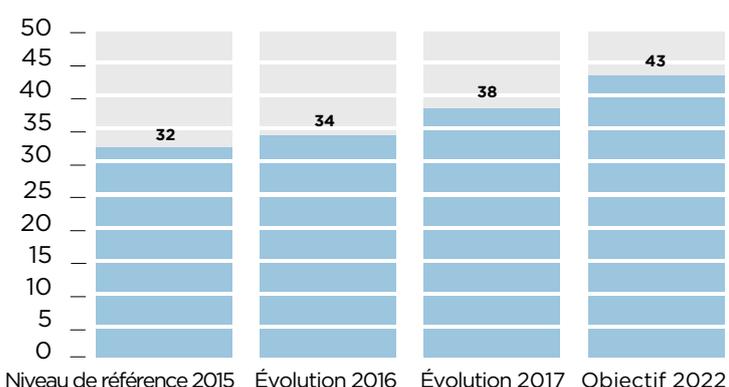


Figure 16:
 Nombre de pays du CIR dans
 lesquels un dialogue de
 qualité est engagé entre le
 gouvernement et les
 donateurs sur des questions
 liées au commerce

Les pays et les donateurs du CIR
 coordonnent leurs interventions sur
 les questions relatives au commerce.

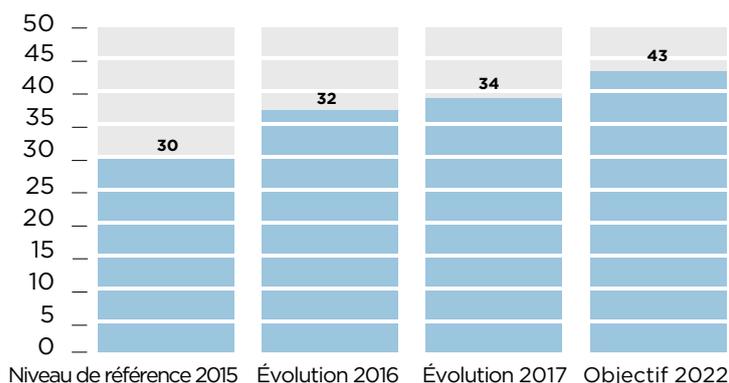


Figure 17:
 Nombre moyen de
 fonctionnaires par pays
 formés dans des domaines
 liés au commerce

Des fonctionnaires sont formés à
 l'élaboration des politiques
 commerciales et à l'intégration du
 commerce dans les autres politiques
 gouvernementales. En moyenne,
 23% des personnes formées étaient des femmes.

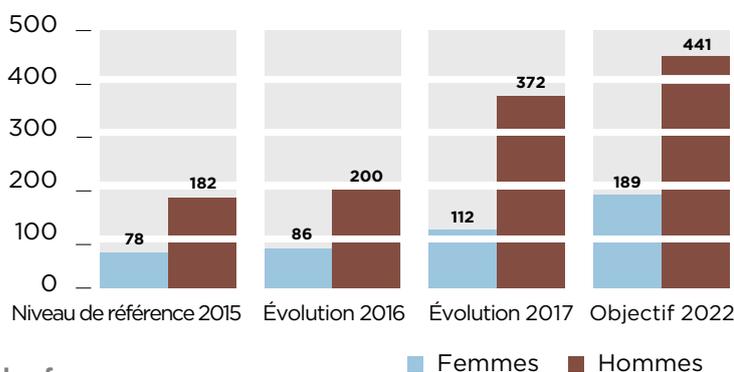


Figure 18:
 Nombre moyen de
 représentants du secteur
 privé par pays formés dans
 des domaines liés au
 commerce pour participer au
 programme national en
 matière de commerce

Des représentants du secteur privé sont formés pour mieux
 contribuer au programme national en matière de commerce.
 En moyenne, 35% des personnes formées étaient des femmes.

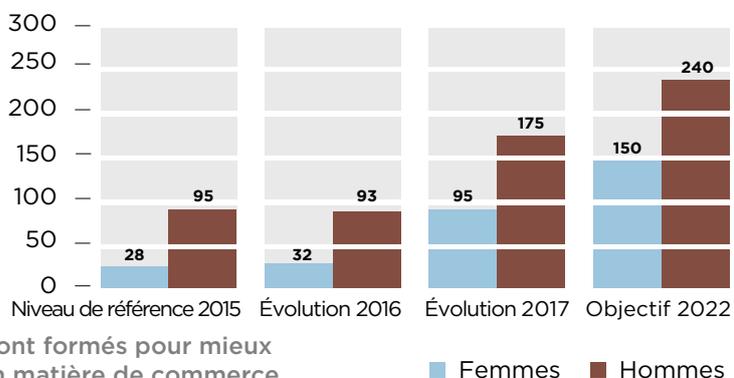


Figure 19:
 Nombre de pays du CIR qui
 disposent d'outils de
 communication de
 renseignements de qualité
 pour les diverses parties
 prenantes

Les pays du CIR communiquent avec
 les parties prenantes dans les
 secteurs public et privé pour mieux
 faire connaître les activités du CIR.

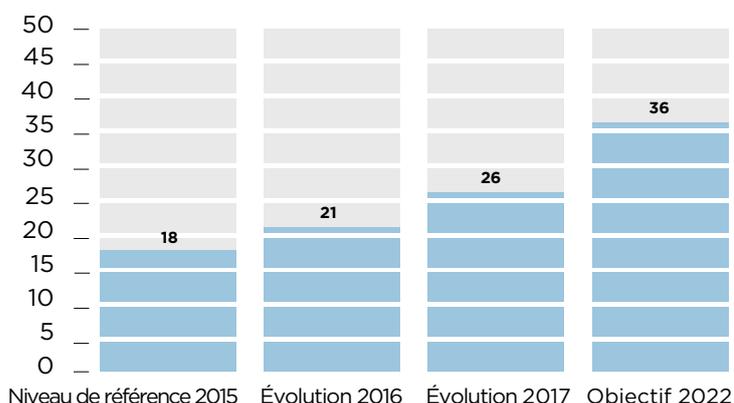


Figure 20:
Volume de la production générée grâce aux interventions du CIR

Le CIR aide les MPME et les petits exploitants à accroître leur production.

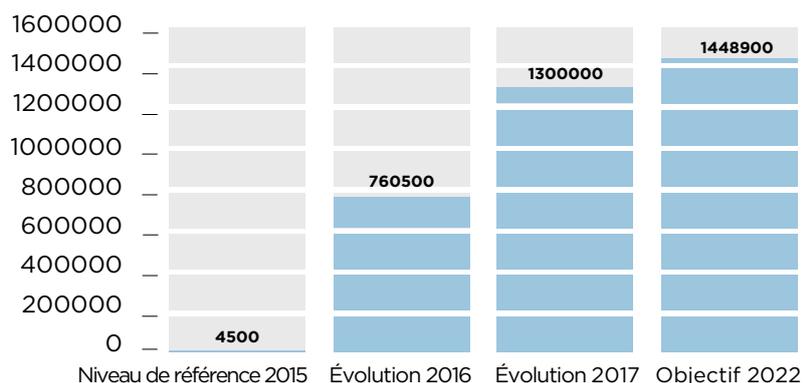


Figure 21:
Nombre de nouveaux marchés internationaux pénétrés

De nouveaux marchés internationaux sont pénétrés avec l'aide du CIR, ce qui permet d'augmenter les ventes.

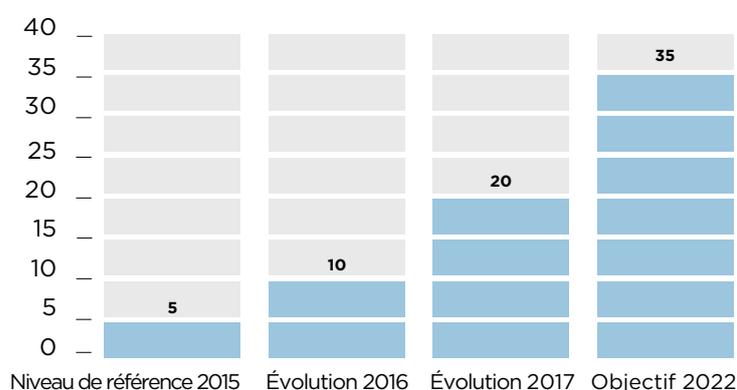


Figure 22:
Nombre de personnes par pays recevant une formation de qualité liée au commerce pour mieux prendre part à l'économie

Des formations sont proposées à des particuliers, surtout aux femmes et aux jeunes, pour qu'ils puissent bénéficier des possibilités offertes par le commerce.

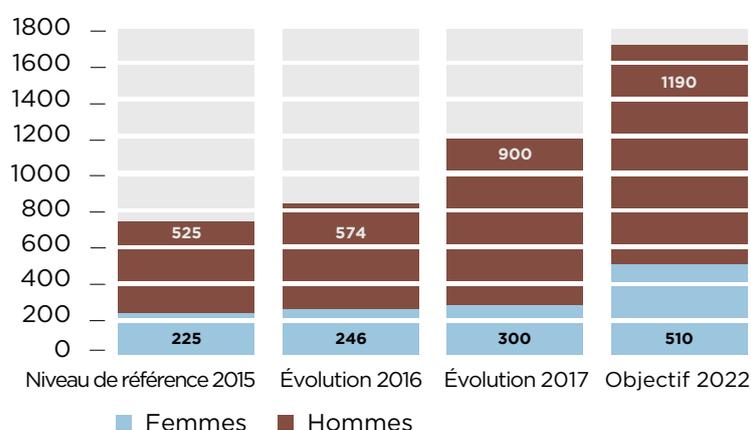


Figure 23a:
Nombre d'activités de sensibilisation menées sur le thème de l'égalité hommes-femmes dans le contexte du commerce

L'intégration de l'égalité hommes-femmes et des considérations environnementales est une priorité permanente du CIR.

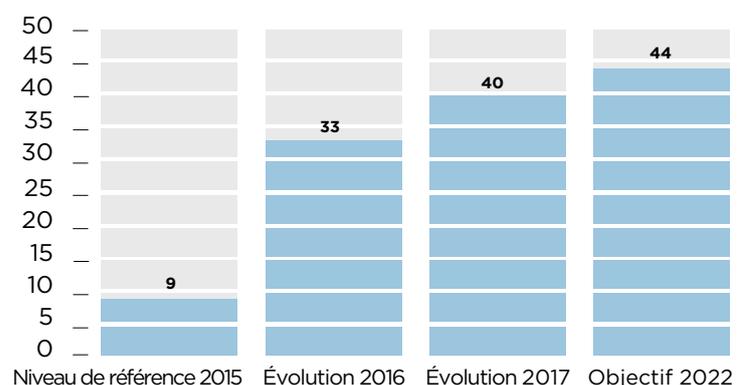


Figure 23b:
Nombre d'activités de sensibilisation menées sur le thème de l'environnement dans le contexte du commerce

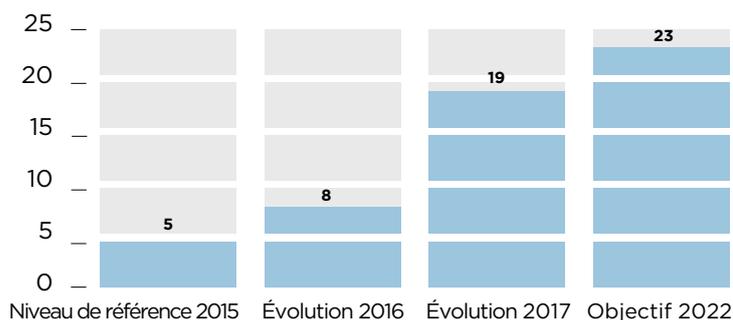


Figure 24:
Pourcentage de femmes parmi les bénéficiaires directs des projets

Le CIR aide à créer des emplois pour les femmes et promeut l'entrepreneuriat féminin.

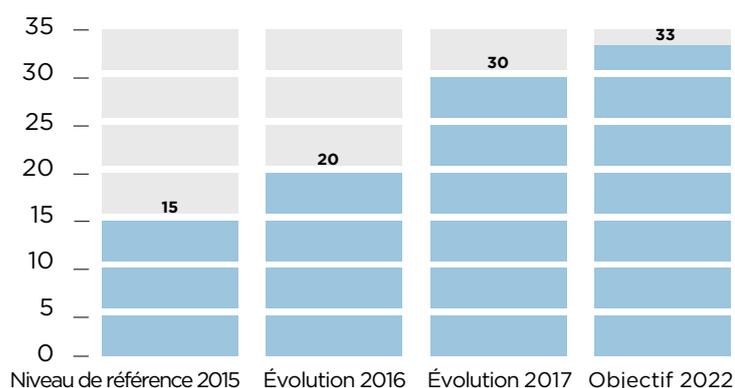


Figure 25:
Nombre d'associations de producteurs formées aux pratiques relatives aux chaînes de valeur

Des associations de producteurs sont formées à diverses pratiques relatives aux chaînes de valeur, notamment sur l'emballage, le stockage, la logistique, la transformation, la qualité des produits, les normes et la réduction des pertes après récolte.

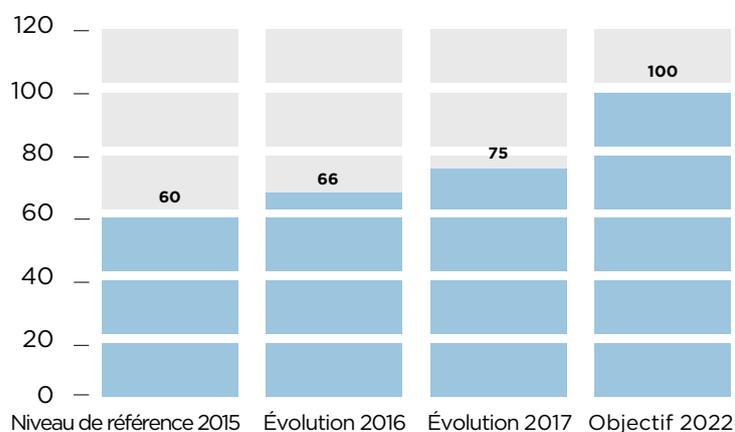


Figure 26:
Nombre de nouvelles technologies adoptées dans le cadre de projets soutenus par le CIR

De nouvelles technologies sont présentées aux producteurs afin d'améliorer la productivité et la croissance économique à long terme.

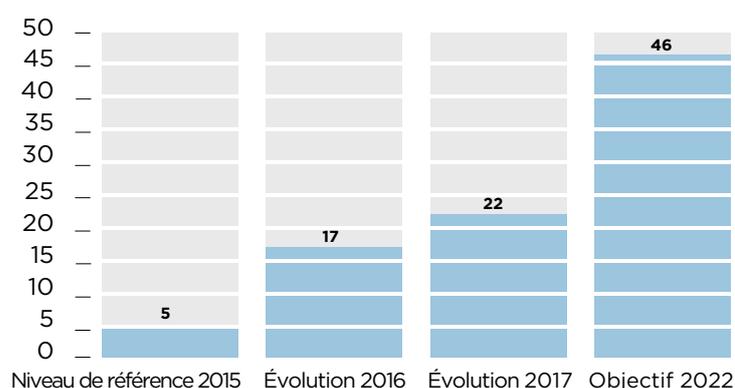


Figure 27:
*Nombre de MPME qui
 bénéficient d'un soutien
 dans le cadre des projets
 du CIR*

Les MPME sont soutenues par le CIR pour améliorer leur production et créer de nouveaux emplois.

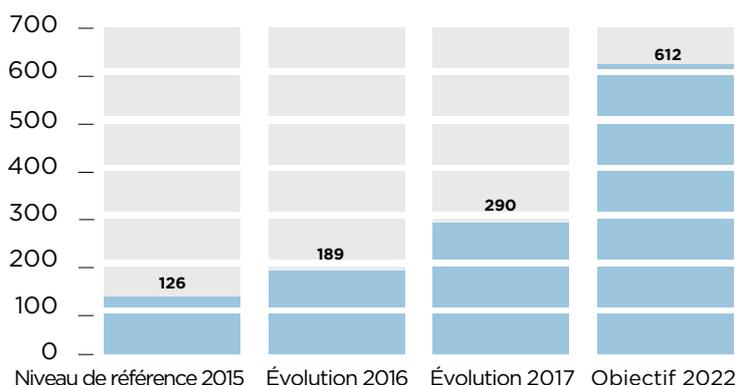


Figure 28:
*Nombre de mesures prises
 par tous les partenaires du
 CIR pour contribuer à
 mobiliser des financements
 et de l'expertise*

Les gouvernements des PMA ont recours au mécanisme du CIR pour mobiliser des ressources du secteur privé et d'autres partenaires de développement.

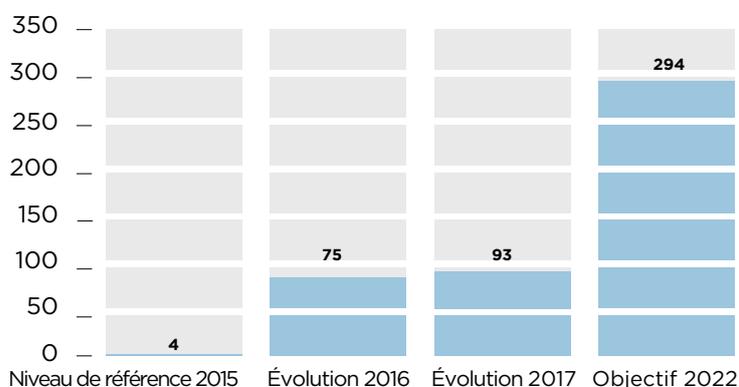


Figure 29:
*Nombre de projets financés
 par les donateurs du CIR
 liés à la matrice des actions
 de l'EDIC*

Les pays reçoivent de l'aide des donateurs pour mettre en œuvre des projets issus de la matrice des actions de l'EDIC.

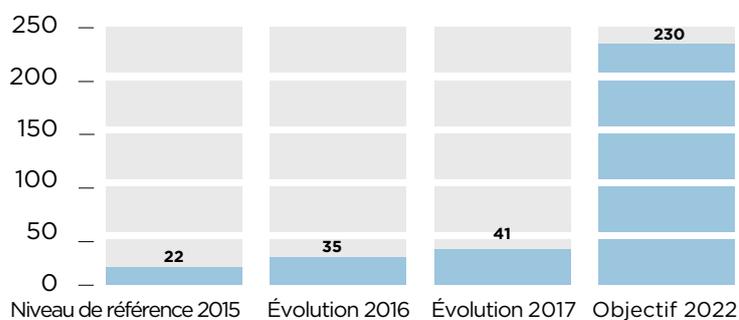
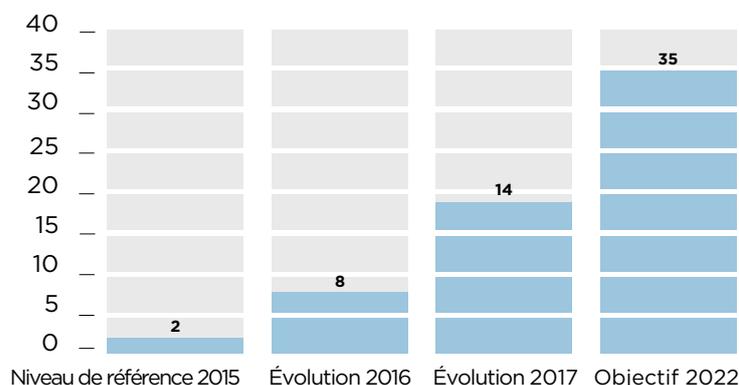


Figure 30:
*Nombre de projets
 soutenus par le CIR et
 cofinancés en grande
 partie*

Les projets du CIR sont cofinancés par les gouvernements des PMA, les donateurs du CIR, les organisations internationales participantes du CIR et le secteur privé.



Annexe 2 – Projets de catégorie 1

Pays	Titre	PEMO	Date d'approbation initiale	Budget approuvé pour la phase une du CIR (\$EU)	Budget approuvé pour la phase deux du CIR (\$EU)	Budget approuvé total (\$EU)
Afghanistan	Pré-EDIC	Gouvernement	22-Sep-10	50'000		50'000
	EDIC	Banque mondiale	8-Oct-08	400'000		400'000
	Soutien aux ANMO (C1-Ph1)	Gouvernement	22-Dec-16		300'000	300'000
Total Afghanistan				450'000	300'000	750'000
Bangladesh	Pré-EDIC	Gouvernement	22-Sep-10	50'000		50'000
	EDIC	Banque mondiale	25-Mar-11	460'000		460'000
	Soutien aux ANMO (C1-Ph1)	Gouvernement	28-Aug-15	300'000		300'000
Total Bangladesh				810'000		810'000
Bénin	Mise à jour de l'EDIC	Banque mondiale	11-Aug-11	200'000		200'000
	Soutien aux ANMO (C1-Ph1 & 2)	Gouvernement	11-Aug-11	1'499'991		1'499'991
Total Bénin				1'699'991		1'699'991
Bhoutan	Pré-EDIC	Gouvernement	15-Jan-10	50'000		50'000
	EDIC	PNUD	24-Mar-11	400'000		400'000
	Soutien aux ANMO (C1-Ph1)	Gouvernement	14-Jun-13	900'000		900'000
	Soutien aux ANMO (C1-Ph2)	Gouvernement	7-Dec-17		600'000	600'000
Total Bhoutan				1'350'000	600'000	1'950'000
Burkina Faso	Mise à jour de l'EDIC	Banque mondiale	6-Feb-13	191'119		191'119
	Intégration	CNUCED	15-Dec-15	73'293		73'293
	Soutien aux ANMO (C1-Ph1 & 2)	Gouvernement	22-Nov-10	1'500'000		1'500'000
	Soutien à la durabilité	Gouvernement	22-Dec-16		150'000	150'000
Total Burkina Faso				1'764'412	150'000	1'914'412
Burundi	Mise à jour de l'EDIC	Banque mondiale	12-Feb-10	198'058		198'058
	Soutien aux ANMO (C1-Ph1 & 2)	Gouvernement	12-Feb-10	1'500'000		1'500'000
Total Burundi				1'698'058		1'698'058
Cabo Verde	Mise à jour de l'EDIC	Gouvernement	19-Sep-12	200'000		200'000
	Soutien aux ANMO (C1-Ph2)	Gouvernement	4-May-16		300'000	300'000
	Soutien aux ANMO (C1-Ph1)	Gouvernement	23-Nov-11	900'000		900'000
Total Cabo Verde				1'100'000	300'000	1'400'000
Cambodge	Mise à jour de l'EDIC	PNUD	29-Sep-09	194'355		194'355
	Soutien aux ANMO (C1-Ph1 & 2)	Gouvernement	29-Sep-09	1'288'392		1'288'392
	Soutien à la durabilité	Gouvernement	22-Dec-16		120'000	120'000
Total Cambodge				1'482'747	120'000	1'602'747

Pays	Titre	PEMO	Date d'approbation initiale	Budget approuvé pour la phase une du CIR (\$EU)	Budget approuvé pour la phase deux du CIR (\$EU)	Budget approuvé total (\$EU)
Comores	Mise à jour de l'EDIC	PNUD	25-Jan-11	256'791		256'791
	Soutien aux ANMO (C1-Ph2)	Gouvernement	2-Jun-14	600'000		600'000
	Soutien aux ANMO (C1-Ph1)	PNUD	25-Jan-11	900'000		900'000
	Soutien à la durabilité	Gouvernement	21-Apr-17		150'000	150'000
	Soutien à l'intégration	Gouvernement	31-Aug-17		200'000	200'000
Total Comores				1'756'791	350'000	2'106'791
Congo, République démocratique du	Pré-EDIC	Gouvernement	15-Jan-10	49'841		49'841
	EDIC	Banque mondiale	8-Oct-08	400'000		400'000
	Soutien aux ANMO (C1-Ph1 & 2)	Gouvernement	31-May-11	1'500'159		1'500'159
	Soutien aux ANMO par l'intermédiaire de CCI-C1P2	PNUD	9-Dec-15	125'260		125'260
	Soutien aux ANMO par l'intermédiaire de CCI-C1P1	PNUD	31-May-11	252'520		252'520
Total Congo, République démocratique du				2'327'780		2'327'780
Djibouti	Mise à jour de l'EDIC	CNUCED	1-Jun-11	200'000		200'000
	Soutien aux ANMO (C1-Ph1 & 2)	Gouvernement	1-Jun-11	1'384'590		1'384'590
	Soutien aux ANMO par l'intermédiaire de CCI	UNOPS	1-Jun-11	644'192		644'192
Total Djibouti				2'228'782		2'228'782
Éthiopie	Mise à jour de l'EDIC	CNUCED	9-Sep-14	400'000		400'000
	Soutien aux ANMO (C1-Ph1)	Gouvernement	26-Mar-14	900'000		900'000
	Soutien aux ANMO par l'intermédiaire de CCI	OMC	16-Sep-14	49'963		49'963
Total Éthiopie				1'349'963		1'349'963
Guinée équatoriale	Pré-EDIC	Gouvernement	1-Feb-17		50'000	50'000
	EDIC	Banque mondiale	29-Jun-17		285'000	285'000
Total Guinée équatoriale					335'000	335'000
Gambie	Mise à jour de l'EDIC	CNUCED	15-Dec-09	197'950		197'950
	Intégration	CNUCED	4-Nov-15	73'000		73'000
	Soutien aux ANMO (C1-Ph1 & 2)	Gouvernement	15-Dec-09	1'500'000		1'500'000
	Soutien à la durabilité	Gouvernement	2-Jun-17		150'000	150'000
Total Gambie				1'770'950	150'000	1'920'950
Guinée	Mise à jour de l'EDIC	Banque mondiale	23-Nov-11	280'350		280'350
	Soutien aux ANMO (C1-Ph1 & 2)	Gouvernement	23-Nov-11	1'500'000		1'500'000
Total Guinée				1'780'350		1'780'350

Pays	Titre	PEMO	Date d'approbation initiale	Budget approuvé pour la phase une du CIR (\$EU)	Budget approuvé pour la phase deux du CIR (\$EU)	Budget approuvé total (\$EU)
Guinée-Bissau	Mise à jour de l'EDIC	PNUD	22-Nov-10	200'000		200'000
	Soutien aux ANMO (C1-Ph1 & 2)	Gouvernement	22-Nov-10	1'500'000		1'500'000
	Soutien aux ANMO par l'intermédiaire de CCI	PNUD	10-Sep-14	226'800		226'800
Total Guinée-Bissau				1'926'800		1'926'800
Haïti	Pré-EDIC	Gouvernement	15-Oct-10	50'000		50'000
	EDIC	Banque mondiale	11-Aug-11	294'641		294'641
	Soutien aux ANMO (C1-Ph1)	Gouvernement	17-Dec-12	900'000		900'000
	Soutien aux ANMO (C1-Ph2)	Gouvernement	28-Jul-17		300'000	300'000
Total Haïti				1'244'641	300'000	1'544'641
Îles Salomon	Mise à jour de l'EDIC	Gouvernement	11-Oct-17		200'000	200'000
	Soutien aux ANMO (C1-Ph1 & 2)	Gouvernement	21-Dec-10	1'200'000		1'200'000
	Soutien aux ANMO (C1-Ph2 - Année-5)	Gouvernement	11-Oct-17		300'000	300'000
Total Îles Salomon				1'200'000	500'000	1'700'000
Kiribati	Mise à jour de l'EDIC	PNUD	18-Jun-15	-		-
	Soutien aux ANMO (C1-Ph1 - Années 1 & 2)	PNUD	18-Jun-15	600'000		600'000
Total Kiribati				600'000		600'000
Lesotho	Mise à jour de l'EDIC	USAID	26-Jan-10	160'000		160'000
	Soutien aux ANMO (C1-Ph1 & 2)	Gouvernement	26-Jan-10	1'474'000		1'474'000
Total Lesotho				1'634'000		1'634'000
Libéria	Mise à jour de l'EDIC	Banque mondiale	22-Oct-09	200'000		200'000
	Soutien aux ANMO (C1-Ph1 & 2)	Gouvernement	22-Oct-09	1'499'900		1'499'900
Total Libéria				1'699'900		1'699'900
Madagascar	Pré-EDIC	Gouvernement	17-Jun-14	50'000		50'000
	Mise à jour de l'EDIC	Banque mondiale	23-Jul-13	224'422		224'422
	Soutien aux ANMO (C1-Ph1)	Gouvernement	7-Nov-16		300'000	300'000
Total Madagascar				274'422	300'000	574'422
Malawi	Mise à jour de l'EDIC	Banque mondiale	23-Sep-09	198'869		198'869
	Soutien aux ANMO (C1-Ph2)	Gouvernement	11-Jul-16		300'000	300'000
	Soutien aux ANMO (C1-Ph1)	Gouvernement	23-Sep-09	899'250		899'250
Total Malawi				1'098'119	300'000	1'398'119
Maldives	Soutien aux ANMO (C1-Ph1 & 2)	Gouvernement	22-Dec-10	1'500'000		1'500'000
Total Maldives				1'500'000		1'500'000

Pays	Titre	PEMO	Date d'approbation initiale	Budget approuvé pour la phase une du CIR (\$EU)	Budget approuvé pour la phase deux du CIR (\$EU)	Budget approuvé total (\$EU)
Mali	Mise à jour de l'EDIC	CNUCED	14-Jul-10	200'000		200'000
	Soutien aux ANMO (C1-Ph1 & 2)	Gouvernement	14-Jul-10	1'499'378		1'499'378
Total Mali				1'699'378		1'699'378
Mauritanie	Mise à jour de l'EDIC	Banque mondiale	8-Sep-14	400'000		400'000
	Soutien aux ANMO (C1-Ph1)	Gouvernement	23-Nov-17		899'875	899'875
Total Mauritanie				400'000	899'875	1'299'875
Mozambique	Mise à jour de l'EDIC	CNUCED	26-Oct-12	200'000		200'000
	Soutien aux ANMO (C1-Ph1)	Gouvernement	12-Mar-12	900'000		900'000
	Soutien aux ANMO par l'intermédiaire de CCI	PNUD	12-Mar-12	184'150		184'150
Total Mozambique				1'284'150		1'284'150
Myanmar	Pré-EDIC	Gouvernement	11-Dec-13	50'000		50'000
	EDIC	Banque mondiale	18-Jun-14	400'000		400'000
	Soutien aux ANMO (C1-Ph1 - Années 1 & 2)	Gouvernement	9-Jun-15	600'000		600'000
Total Myanmar				1'050'000		1'050'000
Népal	Mise à jour de l'EDIC	Gouvernement	19-Jun-14	182'000		182'000
	Soutien aux ANMO (C1-Ph1 & 2)	Gouvernement	15-Mar-10	1'318'000		1'318'000
Total Népal				1'500'000		1'500'000
Niger	Mise à jour de l'EDIC	CNUCED	26-Jan-11	200'000		200'000
	Soutien aux ANMO (C1-Ph1 & 2)	Gouvernement	26-Jan-11	1'500'000		1'500'000
Total Niger				1'700'000		1'700'000
Ouganda	Mise à jour de l'EDIC	Banque mondiale	28-Sep-09	192'388		192'388
	Soutien aux ANMO (C1-Ph1 & 2)	Gouvernement	28-Sep-09	1'499'985		1'499'985
	Soutien à la durabilité	Gouvernement	20-Oct-17		300'000	300'000
Total Ouganda				1'692'373	300'000	1'992'373
RDP lao	Mise à jour de l'EDIC	Gouvernement	29-Oct-10	390'484		390'484
	Intégration	Gouvernement	28-Oct-14	198'500		198'500
	Soutien aux ANMO (C1-Ph1 & 2)	Gouvernement	26-Jan-10	1'446'260		1'446'260
Total RDP lao				2'035'243		2'035'243
République centrafricaine	Mise à jour de l'EDIC	PNUD	12-May-10	29'455		29'455
	Soutien aux ANMO (C1-Ph1)	Gouvernement	12-May-10	900'000		900'000
Total République centrafricaine				929'455		929'455
Rwanda	Soutien aux ANMO (C1-Ph1 & 2)	Gouvernement	23-Sep-09	1'634'400		1'634'400
Total Rwanda				1'634'400		1'634'400

Pays	Titre	PEMO	Date d'approbation initiale	Budget approuvé pour la phase une du CIR (\$EU)	Budget approuvé pour la phase deux du CIR (\$EU)	Budget approuvé total (\$EU)
Samoa	Mise à jour de l'EDIC	Gouvernement	8-Oct-12	200'000		200'000
	Soutien aux ANMO (C1-Ph1)	Gouvernement	8-Oct-12	900'000		900'000
Total Samoa				1'100'000		1'100'000
Sao Tomé-et-Principe	Mise à jour de l'EDIC	Banque mondiale	26-Apr-12	173'521		173'521
Total Sao Tomé-et-Principe				173'521		173'521
Sénégal	Mise à jour de l'EDIC	CNUCED	24-Nov-11	195'734		195'734
	Soutien aux ANMO (C1-Ph2)	Gouvernement	23-Jun-16		600'000	600'000
	Soutien aux ANMO (C1-Ph1)	Gouvernement	24-Nov-11	900'000		900'000
Total Sénégal				1'095'734	600'000	1'695'734
Sierra Leone	Mise à jour de l'EDIC	Banque mondiale	1-Jul-09	199'661		199'661
	Soutien aux ANMO (C1-Ph1 & 2)	Gouvernement	1-Jul-09	1'408'859		1'408'859
Total Sierra Leone				1'608'520		1'608'520
Somalie	Pré-EDIC	Gouvernement	15-Jul-15	50'875		50'875
Total Somalie				50'875		50'875
Soudan	Mise à jour de l'EDIC	Banque mondiale	23-Apr-13	197'549		197'549
Total Soudan				197'549		197'549
Soudan du Sud	Pré-EDIC	Gouvernement	10-Dec-13	50'000		50'000
	EDIC	PNUD	24-Jan-13	398'456		398'456
	Intégration	PNUD	15-Aug-17		115'365	115'365
	Soutien aux ANMO (C1-Ph1)	PNUD	13-Dec-17		900'000	900'000
Total Soudan du Sud				448'456	1'015'365	1'463'821
Tanzanie	Mise à jour de l'EDIC	Banque mondiale	30-Oct-15	350'000		350'000
	Soutien aux ANMO (C1-Ph1)	PNUD	13-May-13	900'000		900'000
Total Tanzanie				1'250'000		1'250'000
Tchad	Mise à jour de l'EDIC	PNUD	9-Jun-11	367'000		367'000
	Soutien aux ANMO (C1-Ph1 & 2)	Gouvernement	9-Jun-11	1'500'000		1'500'000
	Soutien aux ANMO par l'intermédiaire de CCI	UNOPS	9-Jun-11	732'359		732'359
	Soutien à la durabilité	Gouvernement	18-Dec-17		300'000	300'000
Total Tchad				2'599'359	300'000	2'899'359
Timor-Leste	Pré-EDIC	Gouvernement	15-Jan-10	50'000		50'000
Total Timor-Leste				50'000		50'000
Togo	Pré-EDIC	Gouvernement	15-Jan-10	50'000		50'000
	EDIC	Banque mondiale	8-Oct-08	400'000		400'000
	Mise à jour de l'EDIC	Gouvernement	6-Oct-15	200'000		200'000
	Soutien aux ANMO (C1-Ph1 & 2)	Gouvernement	23-Nov-11	1'500'000		1'500'000
Total Togo				2'150'000		2'150'000

Pays	Titre	PEMO	Date d'approbation initiale	Budget approuvé pour la phase une du CIR (\$EU)	Budget approuvé pour la phase deux du CIR (\$EU)	Budget approuvé total (\$EU)
Tuvalu	Mise à jour de l'EDIC	PNUD	14-Dec-12	200'000		200'000
	Soutien aux ANMO (C1-Ph1)	PNUD	14-Dec-12	900'000		900'000
Total Tuvalu				1'100'000		1'100'000
Vanuatu	Mise à jour de l'EDIC	Gouvernement	24-Sep-13	200'000		200'000
	Soutien aux ANMO (C1-Ph1)	Gouvernement	24-Sep-13	900'000		900'000
	Soutien aux ANMO (C1-Ph2)	Gouvernement	19-Dec-17		600'000	600'000
Total Vanuatu				1'100'000	600'000	1'700'000
Yémen	Mise à jour de l'EDIC	PNUD	1-Jul-09	237'010		237'010
	Soutien aux ANMO (C1-Ph1)	Gouvernement	1-Jul-09	931'000		931'000
Total Yémen				1'168'010		1'168'010
Zambie	Mise à jour de l'EDIC	Banque mondiale	12-Jul-12	397'148		397'148
	Soutien aux ANMO (C1-Ph2)	Gouvernement	11-Feb-16		600'600	600'600
	Soutien aux ANMO (C1-Ph1)	Gouvernement	8-Feb-10	899'400		899'400
Total Zambie				1'296'548	600'600	1'897'148
Total général				62'061'278	8'020'840	70'082'118

Annexe 3 – Projets de catégorie 2

Pays	Titre	PEMO	Date d'approbation initiale	Budget approuvé pour la phase un du CIR (\$EU)	Budget approuvé pour la phase deux du CIR (\$EU)	Budget approuvé total (\$EU)
Bangladesh	Compétitivité à l'exportation	Gouvernement	29-Dec-17		1'100'000	1'100'000
Total Bangladesh					1'100'000	1'100'000
Bénin	RCPC	Gouvernement	24-Jul-14	2'999'089		2'999'089
Total Bénin				2'999'089		2'999'089
Bhoutan	Infrastructure électronique (E4T)	Gouvernement	13-Apr-17		967'110	967'110
Total Bhoutan					967'110	967'110
Burkina Faso	Mangue et noix de cajou	Gouvernement	15-Apr-14	2'999'089		2'999'089
	Sésame	Gouvernement	17-Sep-12	2'666'884		2'666'884
	Beurre de karité - Étude de faisabilité	ITC	22-Nov-13	196'094		196'094
Total Burkina Faso				5'862'067		5'862'067
Burundi	Mécanismes de soutien à l'exportation	Gouvernement	20-Dec-12	606'274		606'274
	SPS	ONUDI	4-Jul-12	2'610'372		2'610'372
Total Burundi				3'216'646		3'216'646
Cambodge	CEDEP I - Évaluation	Gouvernement	6-Aug-12	290'520		290'520
	CEDEP I - Riz	Banque mondiale	6-Aug-12	1'112'847		1'112'847
	CEDEP I - Soie	ITC	6-Aug-12	974'980		974'980
	CEDEP II - ACAC	Shift 360	13-Jan-14	950'000		950'000
	CEDEP II - Manioc	PNUD	13-Jan-14	997'026		997'026
	CEDEP II - Évaluation	Gouvernement	13-Jan-14	347'610		347'610
	CEDEP II - Pêche en mer	ONUDI	13-Jan-14	988'953		988'953
Total Cambodge				5'661'936		5'661'936
Comores	Compétitivité à l'exportation	PNUD	10-Jan-14	3'527'131		3'527'131
Total Comores				3'527'131		3'527'131
Congo, République démocratique du	Huile de palme	Gouvernement	15-Dec-14	2'661'080		2'661'080
Total Congo, République démocratique du				2'661'080		2'661'080
Djibouti	Développement et promotion du tourisme	Gouvernement	27-Mar-17		776'300	776'300
Total Djibouti					776'300	776'300
Gambie	SCEDP	ITC	18-Jan-12	2'355'517		2'355'517
	Facilitation des échanges (aéroport)	Gouvernement	4-Apr-13	2'494'200		2'494'200
Total Gambie				4'849'717		4'849'717

Pays	Titre	PEMO	Date d'approbation initiale	Budget approuvé pour la phase un du CIR (\$EU)	Budget approuvé pour la phase deux du CIR (\$EU)	Budget approuvé total (\$EU)
Guinée	Mangue (PRODEFIMA)	Gouvernement	21-Nov-13	2'998'148		2'998'148
	ONCQ - Laboratoire SPS	Gouvernement	19-Dec-17		1'500'000	1'500'000
Total Guinée				2'998'148	1'500'000	4'498'148
Îles Salomon	Tourisme (SI-TIDE)	Gouvernement	22-Jan-14	1'544'700		1'544'700
	Évaluation de l'état de préparation au commerce électronique	CNUCED	12-Oct-17		48'150	48'150
Total Îles Salomon				1'544'700	48'150	1'592'850
Lesotho	Productivité agricole	ITC	21-Dec-12	2'735'685		2'735'685
Total Lesotho				2'735'685		2'735'685
Libéria	Études de faisabilité concernant le tourisme et l'ameublement	ITC	13-Aug-15	199'433		199'433
	Évaluation de l'état de préparation au commerce électronique	CNUCED	6-Oct-17		49'220	49'220
Total Libéria				199'433	49'220	248'653
Malawi	Lien des petits exploitants avec l'agroalimentaire (NASFAM)	Association des petits exploitants agricoles du Malawi (NASFAM)	16-Sep-14	1'648'750		1'648'750
	Soutien au secteur agroalimentaire (MITC)	Gouvernement	16-Sep-14	1'550'818		1'550'818
Total Malawi				3'199'568		3'199'568
Maldives	Renforcement des capacités institutionnelles en matière de facilitation des échanges	Gouvernement	30-May-13	1'557'838		1'557'838
Total Maldives				1'557'838		1'557'838
Mali	Gomme arabique	Gouvernement	17-Feb-12	4'369'153		4'369'153
Total Mali				4'369'153		4'369'153
Népal	Compétitivité du gingembre	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	6-May-12	700'642		700'642
	Plantes médicinales et aromatiques	GIZ	18-Nov-13	3'900'000		3'900'000
	Pashmina (PETS)	ITC	22-May-13	1'861'603		1'861'603
	Évaluation de l'état de préparation au commerce électronique	CNUCED	4-Jul-17		49'220	49'220
Total Népal				6'462'245	49'220	6'511'465
Niger	Cuir (cuirs et peaux)	Gouvernement	19-Aug-13	2'445'100		2'445'100
Total Niger				2'445'100		2'445'100

Pays	Titre	PEMO	Date d'approbation initiale	Budget approuvé pour la phase un du CIR (\$EU)	Budget approuvé pour la phase deux du CIR (\$EU)	Budget approuvé total (\$EU)
Ouganda	Services commerciaux de district (DICOSS)	Gouvernement	30-Aug-11	2'998'119		2'998'119
Total Ouganda				2'998'119		2'998'119
RDP lao	Qualité et statistiques	Gouvernement	27-Nov-13	2'520'350		2'520'350
Total RDP lao				2'520'350		2'520'350
République centrafricaine	Capacités en matière d'offre de produits agricoles	Gouvernement	18-Sep-12	-		-
Total République centrafricaine				-		-
Rwanda	Développement des capacités transfrontières	Gouvernement	8-Dec-14	3'485'870		3'485'870
Total Rwanda				3'485'870		3'485'870
Samoa	TSSP	Gouvernement	30-Apr-14	2'944'223		2'944'223
	Évaluation de l'état de préparation au commerce électronique	CNUCED	13-Jun-17		50'611	50'611
Total Samoa				2'944'223	50'611	2'994'834
Sénégal	Compétitivité de la mangue	Gouvernement	20-Aug-14	2'991'358		2'991'358
Total Sénégal				2'991'358		2'991'358
Sierra Leone	Tourisme durable (STDPP)	Gouvernement	27-Jan-12	2'990'000		2'990'000
Total Sierra Leone				2'990'000		2'990'000
Tchad	Gomme arabique - PRCCGA	Gouvernement	11-Oct-13	2'539'734		2'539'734
	Étude de faisabilité	ONUDI	19-Feb-14	189'312		189'312
	Gomme arabique - Soutien par des CCI	UNOPS	11-Oct-13	376'113		376'113
Total Tchad				3'105'159		3'105'159
Togo	Soja	Gouvernement	20-Oct-14	3'000'000		3'000'000
Total Togo				3'000'000		3'000'000
Vanuatu	Infrastructure touristique	Gouvernement	18-Dec-14	3'150'000		3'150'000
	Évaluation de l'état de préparation au commerce électronique	CNUCED	6-Oct-17		49'220	49'220
Total Vanuatu				3'150'000	49'220	3'199'220
Yémen	Centres de lutte contre les maladies de l'abeille (CBDP)	ICIPE	31-Oct-14	2'362'560		2'362'560
	Productivité et qualité du miel (IHPQ)	ICIPE	21-Dec-12	1'807'500		1'807'500
Total Yémen				4'170'060		4'170'060
Zambie	Miel (TIPEC-ZAS)	Organisation néerlandaise de développement (SNV)	28-Jan-13	2'469'930		2'469'930
Total Zambie				2'469'930		2'469'930
Total général				88'114'606	4'589'831	92'704'437



Secrétariat Exécutif du CIR à l'OMC

Rue de Lausanne 154, Case Postale,
1211 Genève 2, Suisse

Tél: +41 22 739 66 50 | Fax +41 22 739 57 66

Site web: www.enhancedif.org

Twitter: @EIF4LDCs



Le commerce pour le développement des PMA